



Gendarmerie royale
du Canada

Royal Canadian
Mounted Police

Gendarmerie royale du Canada

[GRC.ca](#) > [Renseignements organisationnels](#) > [Publications et guides](#)

Rapport sur les résultats ministériels 2024-2025 de Gendarmerie royale du Canada

Sur cette page

- [En un coup d'oeil](#)
- [Message du ministre](#)
- [Résultats : Nos réalisations](#)
 - [Responsabilité essentielle 1 : Services de police fédérale](#)
 - [Responsabilité essentielle 2 : Services de police spécialisés](#)
 - [Responsabilité essentielle 3 : Services de police contractuels et autochtones](#)
 - [Services internes](#)
- [Dépenses et ressources humaines](#)
 - [Dépenses](#)
 - [Financement](#)
 - [Faits saillants des états financiers](#)
 - [Ressources humaines](#)
- [Tableaux de renseignements supplémentaires](#)
- [Dépenses fiscales fédérales](#)
- [Renseignements ministériels](#)
- [Définitions](#)

▼ Renseignements sur les droits d'auteur

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de Sécurité publique, 2025, ISSN (Numéro international normalisé des publications en série) : 2560-9491

En un coup d'oeil

Le présent rapport sur les résultats ministériels présente les réalisations réelles de la GRC par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans son [Plan ministériel pour 2024-2025](#).

- [Vision, mission, raison d'être et contexte opérationnel](#)

Principales priorités

La GRC a cerné les principales priorités suivantes pour 2024-2025 :

- Recruter et maintenir en poste une main d’œuvre qualifiée et diversifiée
- Instaurer une culture saine et inclusive
- Soutenir l’excellence dans les opérations

Faits saillants pour la GRC en 2024-2025

- Total des dépenses réelles (y compris les services internes) : 5 744 371 893 \$
- Personnel équivalent temps plein total (y compris les services internes) : 33 250

Pour tout savoir sur les dépenses totales et les ressources humaines de la GRC, veuillez consulter la [section Dépenses et ressources humaines](#) de son rapport complet sur les résultats ministériels.

Sommaire des résultats

Voici un résumé des résultats atteints par le ministère en 2024-2025 dans ses principaux secteurs d'activité, appelés « responsabilités essentielles ».

▼ Responsabilité essentielle 1 : Police fédérale

Dépenses réelles : 1 359 848 694 \$
Personnel équivalent temps plein réel : 5 311

En 2024-2025, la police fédérale :

- ont créé un groupe de travail national sur la frontière pour répondre aux nouvelles pressions à la frontière et compléter les opérations existantes, en augmentant sa capacité d’effectuer des patrouilles aériennes frontalières et en établissant de nouvelles normes de formation pour les ressources frontalières;
- ont travaillé en étroite collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux privilégiés pour mener conjointement des patrouilles frontalières et des opérations le long de la frontière grâce à une coopération accrue avec les organismes d’application de la loi fédéraux, provinciaux et municipaux et nos partenaires américains, ce qui a permis la détection et la perturbation de la migration illégale, ainsi que du trafic transfrontalier de drogues et de marchandises illicites;
- ont collaboré avec le FBI pour cibler un réseau lié aux cartels mexicains dans le cadre de l’opération GIANT SLALOM, ce qui

a mené à des arrestations dans 4 pays, à la mise en accusation de 16 personnes et à la saisie de plus d'une tonne de drogue;

- ont dirigé plusieurs groupes de travail et comités bilatéraux et multilatéraux liés à la sécurité frontalière et aux opérations frontalières dans les domaines terrestre, maritime, aérien et arctique, et y ont contribué activement;
- ont augmenté l'empreinte des analystes de renseignements criminels dans des endroits stratégiques internationaux cruciaux, afin de mieux outiller la GRC et de cerner les possibilités de perturbation à l'étranger pour empêcher la criminalité d'atteindre le Canada.

Pour en savoir davantage sur [la Police fédérale](#) de la GRC, veuillez consulter la section « Résultats : Nos réalisations » de son rapport sur les résultats ministériels.

▼ Responsabilité essentielle 2 Services de police spécialisés

Dépenses réelles : 749 755 014 \$

Personnel équivalent temps plein réel : 4 066

En 2024-25, les services de police spécialisés :

- ont transmis plus de 3 781 numéros de téléphone, 5 825 adresses courriel, 3 982 comptes bancaires, 548 sites Web, 875 comptes de commerçants et 1 697 opérations de virement électronique à des fins d'interruption, notamment en soutenant des recouvrements financiers de 4,92 millions de dollars pour des victimes de fraude;
- ont dirigé conjointement le [projet STEEL](#), une opération pancanadienne qui intégrait 63 partenaires d'application de la loi de l'ensemble du pays pour cibler l'exploitation sexuelle des enfants en ligne, ce qui a entraîné l'arrestation de 106 personnes, la protection de 37 enfants et la confiscation de 1 132 appareils électroniques;
- ont donné suite à plus de 1 750 demandes d'aide opérationnelle de partenaires d'application de la loi nationaux et internationaux et à 125 demandes d'aide opérationnelle par l'entremise de la National Cyber-Forensics and Training Alliance des États-Unis;
- ont appuyé les enquêtes humanitaires et criminelles par l'entremise de la Banque nationale de données génétiques en progressant dans l'utilisation de nouvelles technologies à l'appui des enquêtes sur les personnes disparues, en tirant parti de son expertise spécialisée en matière de tissus calcifiés et en mettant en œuvre des améliorations du flux de travail pour simplifier les téléchargements de données et les processus de recherche internationaux;

- ont favorisé une meilleure connaissance de la prolifération, des tendances et de l'évolution rapide de la technologie associée à la fabrication illégale d'armes à feu par impression 3D en organisant 2 ateliers sur la fabrication illicite d'armes à feu auxquels ont participé 60 membres de l'Équipe nationale de soutien à l'application de la *Loi sur les armes à feu* et 35 participants de l'Agence des services frontaliers du Canada, du procureur de la Couronne du Québec, du ministère de la Défense nationale, du Collège de police de l'Ontario et des groupes du renseignement spécial de la GRC.

Pour en savoir davantage sur les services de police spécialisés de la GRC, veuillez consulter la section « Résultats : Nos réalisations » de son rapport sur les résultats ministériels.

▼ Responsabilité essentielle 3 : Services de police contractuels et autochtones

Dépenses réelles : 2 689 928 254 \$

Personnel équivalent temps plein réel : 18 796

En 2024-2025, les services de police contractuels et autochtones :

- ont mené à bien un projet pilote avec Justice Canada qui a consisté à jumeler des détachements de la GRC et des programmes locaux de justice autochtone, ce qui a permis d'établir de solides relations de travail communautaires et d'accroître le nombre d'aiguillages vers un programme de justice réparatrice;
- ont continué d'appuyer et de promouvoir les règlements administratifs propres aux bandes dans le cadre de la prestation courante des services policiers afin de soutenir l'autodétermination des collectivités autochtones et de leurs dirigeants et d'améliorer la sécurité et le bien-être des collectivités des Premières Nations partout au Canada, en partenariat avec le ministère de la Justice, les services de police autochtones divisionnaires et les dirigeants communautaires;
- ont participé au Groupe de travail sur les crimes haineux et à son rôle de leader dans la Communauté de pratique de la GRC sur les crimes et incidents motivés par la haine, qui offre une tribune où les employés de la GRC et d'autres professionnels de l'application de la loi peuvent interagir de manière continue et régulière, discuter de crimes et d'incidents motivés par la haine, communiquer des renseignements connexes et mettre en commun leurs expériences en la matière.

Pour en savoir davantage sur services de police contractuels et autochtones de la GRC, veuillez consulter la section « Résultats : Nos réalisations » de son rapport sur les résultats ministériels.

Message du ministre

En ma qualité de ministre de la Sécurité publique du Canada, j'ai l'honneur de déposer au Parlement le Rapport sur les résultats ministériels 2024-2025 de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Au cours d'une année marquée par l'incertitude mondiale, l'instabilité géopolitique et des menaces criminelles de plus en plus complexes, la GRC a encore une fois démontré son rôle essentiel dans la protection de la population canadienne et le respect de la primauté du droit. En raison de son mandat, qui s'étend à l'échelle municipale, provinciale/territoriale, fédérale et internationale, la GRC continue d'être une pierre angulaire de l'architecture de la sécurité publique et nationale du Canada.

La GRC a fait des progrès importants dans la modernisation de son effectif, ce qui comprend l'ajout de 166 policiers d'expérience. Un nombre record de 20 839 demandes ont été reçues dans le cadre du processus de recrutement des membres réguliers, soit une hausse de 17,92 % par rapport à l'année précédente. Les demandes des groupes en quête d'équité ont augmenté de 23 %, et 895 cadets et cadettes ont obtenu leur diplôme de la Division Dépôt, ce qui représente une augmentation importante par rapport à l'année précédente. Ces résultats reflètent l'engagement de la GRC à bâtir un service de police diversifié, inclusif et représentatif.

En 2024-2025, la GRC a pris des mesures décisives pour contrer les menaces émergentes aux frontières du Canada. La création d'un groupe de travail national sur la frontière a permis à la GRC d'accroître sa capacité de mener des patrouilles aériennes et de mettre en place de nouvelles normes de formation pour l'application de la loi aux frontières. Ces efforts ont été complétés par l'amélioration des opérations conjointes avec les partenaires américains et canadiens, ce qui a permis la détection et la perturbation de la migration illégale ainsi que du trafic de drogues et de marchandises illicites. Plus particulièrement, l'opération GIANT SLALOM, conduite en collaboration avec le FBI, a mené à des arrestations dans 4 pays, à la mise en accusation de 16 personnes et à la saisie de plus d'une tonne de drogues liées à un cartel mexicain. Ces équipes ont joué un rôle essentiel dans la perturbation du commerce nord-américain du fentanyl et le ciblage des réseaux du crime organisé.

L'engagement du Canada à l'égard de la paix et de la sécurité internationales a été renforcé par les efforts mondiaux de maintien de l'ordre de la GRC. En 2024-2025, la GRC a offert 44 séances de formation sur le renforcement des capacités dans 10 pays, formant plus de 1 026 participants étrangers dans des domaines comme l'analyse du renseignement, la cybercriminalité et la traite des personnes. La GRC a également renforcé sa collaboration avec INTERPOL, Europol et le réseau européen des équipes de recherche active de fugitifs (ENFAST), ce qui a mené à l'arrestation de 20 fugitifs hautement prioritaires. Ces efforts soulignent le leadership du Canada dans la coopération internationale en matière d'application de la loi et son engagement à l'égard de la sécurité mondiale.

La GRC a continué de lutter contre la menace croissante des armes à feu illicites. En 2024-2025, plus de 600 agents d'application de la loi et procureurs ont participé à des ateliers nationaux sur les armes à feu imprimées en 3D. Plus de 5 000 demandes de dépistage d'armes à feu ont été traitées, et de nouvelles ententes ont été élaborées pour communiquer les données de dépistage aux services de renseignement provinciaux. La GRC a également modernisé ses systèmes de délivrance de permis et d'enregistrement des armes à feu en transférant 7 services sur papier au portail MonPCAF.

La modernisation technologique est restée un pilier essentiel du mandat de la GRC. Conformément à la stratégie du gouvernement canadien en matière d'IA, la GRC a modernisé ses opérations en utilisant l'IA pour améliorer la communication, la prise de décision et la communication d'informations au public. Son Centre d'information de la police canadienne a utilisé ThoughtExchange pour recueillir et analyser les commentaires de ses partenaires, et la police fédérale a remplacé le système téléphonique 1-800 obsolète du Réseau d'information sur la sécurité nationale par un formulaire numérique afin d'améliorer la transparence. La division E, en Colombie-Britannique, a mis au point un outil de transcription alimenté par l'IA qui a permis d'accroître l'efficacité et qui est désormais adopté à l'échelle nationale. Ces innovations ont permis d'augmenter la productivité et d'améliorer la prestation des services et l'efficacité opérationnelle.

Bien qu'il reste encore beaucoup de travail à faire pour rétablir la confiance, la GRC demeure profondément engagée envers la réconciliation avec les collectivités des Premières Nations, des Inuits et des Métis. En 2024-2025, la GRC a collaboré avec Justice Canada pour mener à bien un projet pilote qui jumelait des détachements aux programmes locaux de justice autochtone, ce qui a entraîné une augmentation de 21,4 % du nombre d'aiguillages vers un programme de justice réparatrice. L'organisation a également appuyé l'élaboration de

règlements dirigés par les Premières Nations et revitalisé le Programme de formation des précadets autochtones afin d’améliorer le recrutement et la rétention des membres réguliers autochtones.

Les réalisations de la GRC en 2024-2025 témoignent de son dévouement indéfectible à l’égard de la sécurité publique, de la sécurité nationale et de la confiance des collectivités. À une époque de menaces en constante évolution et de défis mondiaux, la GRC continue de donner suite aux priorités du Canada avec professionnalisme, intégrité et innovation. Je félicite l’organisation de son service et je me réjouis à la perspective du rôle moteur qu’elle continuera d’exercer pour assurer la sécurité de la population canadienne.

Résultats : Nos réalisations

Responsabilités essentielles et services internes

- [Responsabilité essentielle 1 : Services de police fédérale](#)
- [Responsabilité essentielle 2 : Services de police spécialisés](#)
- [Responsabilité essentielle 3 : Services de police contractuels et autochtones](#)
- [Services internes](#)

Responsabilité essentielle 1 : Services de police fédérale

▼ Dans la présente section
• Description • Répercussions sur la qualité de vie • Progrès à l'égard des résultats • Renseignements sur les résultats • Principaux risques • Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus • Priorités gouvernementales connexes • Répertoire des programmes

Description

La police fédérale intervient en ce qui a trait aux menaces criminelles les plus graves et les plus complexes concernant la sécurité et la sûreté des Canadiens et Canadiennes, ainsi que les intérêts canadiens, dont les institutions démocratiques, l’intégrité économique et l’infrastructure matérielle et cybernétique. Par l’intermédiaire de la police fédérale, la GRC prévient et détecte les crimes qui sont du domaine de la sécurité nationale, de la cybercriminalité et du crime organisé transnational et des

crimes graves, y compris le crime financier, et mène des enquêtes sur tous ces crimes. De plus, elle fait appliquer les statuts fédéraux, exécute des activités policières internationales, maintient l'intégrité des frontières du Canada et assure la sécurité des événements importants du gouvernement, et la sécurité des représentants désignés et des dignitaires.

Répercussions sur la qualité de vie

La police fédérale contribue aux piliers Prospérité et Saine gouvernance du Carrefour de qualité de vie pour le Canada. Pour appuyer le Cadre, la police fédérale continuera tout particulièrement de :

- renforcer la sécurité publique et la confiance dans la protection des institutions démocratiques en collaborant avec nos partenaires et les intervenants, notamment par la sensibilisation communautaire, afin de contrer efficacement la menace d'ingérence étrangère au Canada;
- s'occuper des questions de sécurité nationale, notamment le plus haut niveau d'activité de cybercriminalité, qui menace la sûreté et la sécurité de la population canadienne et les intérêts canadiens;
- cibler la criminalité transnationale qui menace le Canada depuis l'étranger;
- appuyer la bonne gouvernance en permettant la tenue sécuritaire d'événements diplomatiques de haut niveau et dirigés par le gouvernement, veillant ainsi à ce que le Canada puisse respecter ses obligations nationales et internationales de façon sécuritaire et sans perturbation;
- contribuer à la prospérité nationale et à la confiance du public en améliorant les capacités de renseignements relatifs à la protection, en permettant l'atténuation proactive des risques et la poursuite des opérations gouvernementales dans un environnement de menace mondial complexe et en évolution;
- renforcer la conformité uniforme aux politiques, l'harmonisation des ressources et la transparence du processus décisionnel au sein des Services de police fédérale, afin d'améliorer la reddition de comptes et de garantir que les services sont offerts avec intégrité et équité;
- renforcer les mécanismes de reddition de comptes qui augmentent la confiance du public et soutiennent les valeurs démocratiques;
- représenter et promouvoir le Canada et ses intérêts à l'étranger afin de renforcer la primauté du droit à l'échelle mondiale et d'améliorer la coopération policière;
- renforcer la sécurité personnelle grâce à la stratégie de communication sur l'extrémisme violent à caractère idéologique et à la campagne de sensibilisation dans les médias sociaux.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à responsabilité essentielle 1 : Services de police fédérale.

Tableau 1 : La population canadienne et les intérêts du Canada sont protégés contre les menaces criminelles graves et complexes

Le tableau 1 présente la cible, la date d’atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à la population canadienne et les intérêts du Canada sont protégés contre les menaces criminelles graves et complexes au cours des 3 derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Pourcentage de dossiers gérés par la police fédérale qui ont été classés, selon la mise en accusation	À déterminer	31 mars 2025	• 2022-2023 : 22 % • 2023-2024 : 71,7 % • 2024-2025 : 62 %
Mesure dans laquelle la police fédérale a perturbé des activités et des réseaux criminels au pays et à l'étranger	Au moins 3, (sur une échelle de 4 points)	31 mars 2025	• 2022-2023 : Non disponible • 2023-2024 : Non disponible • 2024-2025 : Non disponible
Pourcentage de partenaires et intervenants des services de police qui sont d’avis que la GRC répond efficacement aux menaces à la sécurité nationale et aux menaces émanant du crime organisé transnational grave et de la cybercriminalité	Au moins 75 %	31 mars 2025	• 2022-2023 : 57 % • 2023-2024 : Non disponible • 2024-2025 : Non disponible

Tableau 2 : Les institutions démocratiques et sociales les plus fondamentales du Canada sont sécurisées en assurant la sécurité et la sûreté des personnes protégées, des sites, des événements gouvernementaux et des transporteurs aériens canadiens

Le tableau 2 présente la cible, la date d’atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à les institutions démocratiques et sociales les plus fondamentales du Canada sont sécurisées en assurant la

sécurité et la sûreté des personnes protégées, des sites, des événements gouvernementaux et des transporteurs aériens canadiens au cours des 3 derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Pourcentage de partenaires et intervenants des services de police qui sont d'accord avec l'énoncé « Les opérations de protection contribuent à assurer la sécurité du public et des intérêts canadiens »	Au moins 85 %	31 mars 2025	• 2022-2023 : 80 % • 2023-2024 : Non disponible • 2024-2025 : Non disponible

La section [Résultats de l'infographie de la GRC dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement aux services de police fédérale en 2024-2025 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel de la Gendarmerie royale du Canada pour l'exercice.

▼ Résultat 1 : La population canadienne et les intérêts du Canada sont protégés contre les menaces criminelles graves et complexes

Résultats obtenus :

La capacité de la GRC à utiliser et à améliorer constamment ses techniques et ses politiques d'enquête et de renseignement, y compris la gouvernance dédiée, est essentielle pour sa capacité à servir le public au pays comme à l'étranger.

Enquêtes de la Police fédérale

En 2024-2025, la GRC :

- a lancé la stratégie de lutte contre l'extrémisme violent à caractère idéologique afin de sensibiliser et d'éduquer les gens au danger que représentent les acteurs extrémistes violents motivés par des raisons idéologiques pour la sécurité publique, et d'aider les organismes d'application de la loi à évaluer et à déjouer ces menaces;
- a participé à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'ingérence étrangère afin de sensibiliser les gens aux menaces liées à l'ingérence étrangère, de renforcer les relations avec les principaux partenaires nationaux et internationaux et de déjouer ces menaces;

- a travaillé en étroite collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux privilégiés pour mener conjointement des patrouilles frontalières et des opérations le long de la frontière grâce à une coopération accrue avec les organismes d'application de la loi fédéraux, provinciaux et municipaux et nos partenaires américains, ce qui a permis la détection et la perturbation de la migration illégale, ainsi que du trafic transfrontalier de drogues et de marchandises illicites;
- a dirigé plusieurs groupes de travail et comités bilatéraux et multilatéraux liés à la sécurité frontalière et aux opérations frontalières dans les domaines terrestre, maritime, aérien et arctique, et y a contribué activement;
- a renforcé la capacité d'effectuer des patrouilles aériennes frontalières et d'établir de nouvelles normes de formation pour les ressources frontalières, ce qui comprend l'approvisionnement rapide en technologie frontalière, la formation des membres de première ligne et le déploiement d'outils sur le terrain;
- a augmenté la présence du personnel fédéral à la frontière en améliorant la capacité de la GRC entre les points d'entrée et en repositionnant les ressources dans des secteurs qui ont toujours attiré un flux migratoire supérieur;
- a achevé les initiatives de développement d'applications Web visant à améliorer les rapports opérationnels afin de soutenir l'intégration de la technologie, des opérations et du renseignement le long de la frontière, et d'améliorer la connaissance de la situation de la GRC en matière de criminalité transfrontalière ainsi que sa capacité à mener des opérations policières fondées sur le renseignement et à répondre aux menaces émergentes.
- a élaboré une campagne de lutte contre les cartels mexicains pour cibler les réseaux criminels au moyen d'une approche coordonnée fondée sur le renseignement pour harmoniser l'approche d'application de la loi à l'échelle nationale dans l'ensemble de la GRC et des services de police canadiens compétents afin d'identifier et de poursuivre les sujets qui représentent une menace grave pour la sécurité de la population canadienne;
- a mis sur pied 4 équipes intégrées synthétiques d'exécution de la loi à l'échelle du Canada dans le cadre de l'initiative de la force de frappe conjointe nord-américaine afin de renforcer les relations et la collaboration de la GRC avec les organismes d'application de la loi nationaux et internationaux, ce qui a entraîné une perturbation conjointe du commerce du fentanyl en Amérique du Nord;
- a accueilli la Conférence sur la déclaration des détournements de produits chimiques afin d'aborder les efforts visant à lutter contre la production intérieure de drogues synthétiques, dont le fentanyl,

comme moyen de renforcer les relations et la collaboration de la GRC avec les entreprises canadiennes de produits chimiques et d'accroître la sensibilisation à l'utilisation illicite des produits chimiques afin d'augmenter le signalement à la police des transactions suspectes;

- a participé à une opération dirigée par Europol visant à démanteler la plateforme de communications chiffrées « Ghost », afin de perturber l'utilisation d'outils de communication sécurisés renforcés par les groupes du crime organisé transnational.

Renseignement des Services de police fédérale

En 2024-2025, la GRC :

- a collaboré avec des partenaires internes, des partenaires chargés de l'application de la loi des États-Unis et du Canada, et d'autres ministères du gouvernement du Canada afin de cerner les possibilités d'inscrire un groupe du crime organisé transnational grave sur la liste des entités terroristes et de tirer parti des autorités légitimes à l'échelle du gouvernement pour perturber les efforts de ce groupe du crime organisé au Canada;
- a accru l'empreinte internationale des analystes de renseignements criminels déployés à l'étranger pour améliorer les partenariats, recueillir et échanger des renseignements, ainsi que pour développer le renseignement;
- a joué un rôle dans le fait que les personnes soupçonnées d'appartenir à une organisation criminelle sont maintenant susceptibles d'être expulsées du Canada, ce qui les empêche de faire des victimes parmi les Canadiens;
- a augmenté l'empreinte des analystes de renseignements criminels dans des endroits stratégiques internationaux cruciaux, afin de mieux outiller la GRC et de cerner les possibilités de perturbation à l'étranger pour empêcher la criminalité d'atteindre le Canada.

Opérations internationales

En 2024-2025, la GRC :

- a offert 44 séances de formation sur le renforcement des capacités dans 10 pays, formant plus de 1 026 participants internationaux dans des domaines comme l'analyse du renseignement, la cybercriminalité et la traite des personnes;
- a supervisé et mené des initiatives de formation en Jamaïque afin de renforcer les capacités de la Police nationale d'Haïti au moyen de 12 programmes de formation spécialisés et tactiques, offrant ainsi une formation à 108 agents de la Police nationale d'Haïti;
- a démontré l'engagement du Canada à l'égard de la stabilité et de la sécurité en Haïti en déployant des ressources supplémentaires dans la région des Caraïbes, en offrant des programmes de formation et de

mentorat adaptés à la Police nationale d'Haïti afin de lutter contre la violence des gangs, d'améliorer les mesures de lutte contre la corruption et de protéger les populations vulnérables;

- a amélioré la collaboration entre le réseau des agents de liaison, le réseau d'INTERPOL, Europol et le réseau européen des équipes de recherche active de fugitifs (ENFAST) pour appréhender 20 personnes, renforcer efficacement la sécurité mondiale et mettre en valeur l'utilisation novatrice par la GRC de méthodes d'enquête avancées;
- a créé des possibilités d'influence stratégique, de collaboration accrue et de leadership mondial grâce à l'élection d'un expert membre de la GRC faisant partie de la direction comme délégué pour les Amériques au sein du comité exécutif d'INTERPOL;
- a collaboré avec le FBI pour cibler un réseau lié aux cartels mexicains dans le cadre de l'opération GIANT SLALOM, ce qui a mené à des arrestations dans 4 pays, à la mise en accusation de 16 personnes et à la saisie de plus d'une tonne de drogue;
- a visait à perturber la criminalité transnationale le plus tôt possible et le plus loin possible des frontières canadiennes, grâce à une collaboration avec un groupe de travail américain chargé de l'application de la loi, ce qui a permis de réduire les coûts liés à l'application de la loi, au système judiciaire, aux soins de santé et aux services sociaux au niveau national, même si les économies exactes restaient difficiles à quantifier et étaient potentiellement temporaires en raison de la résilience des marchés de la drogue.

Gouvernance nationale des Services de police fédérale

En 2024-2025, la GRC :

- a transitionné vers un modèle régional de la Police fédérale, qui a réorganisé les ressources, l'autorité et la reddition de comptes au niveau régional afin de renforcer la gouvernance mandatée, d'améliorer la surveillance et de mieux positionner la Police fédérale pour cerner et contrer les menaces prioritaires dans l'ensemble des administrations, permettant ainsi un déploiement plus flexible et stratégique des ressources et améliorant la capacité de la GRC à réagir efficacement aux menaces criminelles graves et changeantes;
- a mis en œuvre des initiatives ciblées de ressources humaines, dont le lancement d'un programme de perfectionnement qui a permis à 11 diplômés présélectionnés d'occuper directement des postes au sein de la Police fédérale, améliorant ainsi la rapidité et l'adéquation de l'embauche;
- a établi un plan d'action approuvé pour renforcer l'intégrité et la disponibilité des données;
- a amélioré l'accès aux principaux systèmes de données, ce qui a permis de produire des rapports plus fréquents et a entraîné des mises à jour

plus fréquentes dans des domaines comme les saisies de drogues et le lancement d'un tableau de bord opérationnel en direct;

- a fourni des données en temps réel pour appuyer la prise de décisions opportunes et fondées sur des données probantes, ce qui a amélioré la connaissance de la situation et la capacité d'intervention opérationnelle, permettant des mesures stratégiques renforcées et efficaces contre des menaces criminelles complexes.

▼ **Résultat 2 :** Les institutions démocratiques et sociales les plus fondamentales du Canada sont sécurisées en assurant la sécurité et la sûreté des personnes protégées, des sites, des événements gouvernementaux et des transporteurs aériens canadiens

Résultats obtenus :

La protection et la sécurité des personnes et des sites visés par la loi et spécifiques sont essentielles à la viabilité du gouvernement constitutionnel du Canada, et l'efficacité de la GRC à cet égard est évidente.

Opérations de protection

En 2024-2025, la GRC :

- a utilisé le Centre de coordination des événements majeurs pour appuyer les efforts en matière de sécurité nationale et internationale au moyen d'un éventail d'opérations et d'initiatives de planification très médiatisées. Notamment, elle :
 - a entrepris une planification et une coordination avancées pour le prochain Sommet du G7 en 2025;
 - a soutenu l'événement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) tenu en avril 2024 par l'entremise de services de protection sur place;
 - a assuré la protection et la coordination des déplacements pour la visite nordique de la ministre des Affaires étrangères;
 - a offert une protection sur place et de la planification préalable pour l'événement de la Banque de développement des Caraïbes;
 - a dirigé la planification et les déploiements de protection pour la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7;
 - a fourni un soutien de protection discrète pendant les pourparlers de paix entre l'Ukraine et la Russie pour assurer la sécurité des participants;
- a contribué à assurer la sécurité et l'intégrité des opérations et des rassemblements publics dirigés par le gouvernement, où une planification proactive et une présence visible ont contribué à la confiance du public, à la continuité opérationnelle et à la protection des activités mondiales et nationales du Canada.

Principaux risques

En 2024-2025, la GRC :

- s'est efforcée de mieux s'y retrouver dans les cadres juridiques complexes et les limites de compétence dans lesquels la GRC exerce ses activités au pays et à l'étranger, ce qui compliquait les enquêtes et les poursuites, par l'utilisation de traités d'entraide juridique, de protocoles d'entente et de conventions multilatérales appuyées par des organisations comme INTERPOL. La collaboration internationale a été encore améliorée et simplifiée grâce à l'établissement du comité directeur de la force de frappe conjointe nord-américaine, composée du Canada et des États-Unis;
- a géré le risque posé par l'évolution du contexte de menace, conjuguée à la demande croissante de protection, ce qui a exercé des pressions sur la capacité opérationnelle du programme et entraîné une augmentation des risques d'épuisement professionnel et de stress pour le personnel existant. Pour atténuer ce risque, la GRC s'est servie des fonds financement pour permettre l'intégration de personnel supplémentaire, et des discussions internes sont en cours pour explorer l'affectation stratégique d'agents de protection rapprochée aux opérations régionales;
- a accordé la priorité à la nécessité pour la GRC de gérer les relations avec les organismes d'application de la loi étrangers afin de déjouer les menaces criminelles internationales tout en composant avec les complexités diplomatiques. Grâce au déploiement de membres dans des organisations et des sites internationaux cruciaux, ainsi qu'à l'amélioration de la coordination et de la collaboration avec les organismes d'application de la loi étrangers, la GRC s'est employée à faire en sorte que la voix du Canada soit entendue sur des questions importantes pour la population canadienne;
- a reconnu le risque que des protocoles de formation désuets ou généralisés limitent la capacité de la Police fédérale à déployer le personnel des opérations de protection de la façon la plus efficace, en veillant à ce que les employés maintiennent une disponibilité opérationnelle optimale, par l'entremise du remaniement d'une stratégie de formation désuète afin qu'elle soit axée sur l'optimisation des capacités des membres et sur l'harmonisation avec les menaces actuelles et émergentes aux frontières de sorte que les membres soient mieux préparés aux réalités des opérations de protection et que la valeur de chaque membre déployé soit maximisée. Les efforts comprennent également l'intégration de nouvelles technologies à l'appui des capacités de surveillance frontalière;
- a géré et atténué le risque posé par les pénuries et les retards d'embauche en peaufinant les descriptions de travail, en menant des

activités de sensibilisation ciblées pour attirer des candidats qualifiés, en présentant la GRC comme une possibilité avantageuse pour les membres réguliers qualifiés, et en simplifiant les processus de sélection pour accélérer l'embauche tout en respectant les normes d'excellence existantes.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 3 : Aperçu des ressources requises pour les Services de police fédérale

Le tableau 3 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	1 142 660 730 \$	1 359 848 694 \$
Équivalents temps plein	5 053	5 311

La [section Finances de l'infographie de la GRC dans l'InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l'infographie de la GRC dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

▼ Analyse comparative entre les sexes Plus

En 2024-2025, la GRC :

- a élaboré un nouvel outil d'évaluation des candidats en fonction de leur compréhension du travail de protection et de leurs capacités à cet égard, plutôt qu'une évaluation subjective de leurs antécédents ou de leurs caractéristiques personnelles, ce qui a contribué à garantir un processus de sélection plus juste et plus inclusif qui accorde la priorité au mérite et à l'état de préparation plutôt qu'aux idées préconçues;
- a normalisé les conversations sur le bien-être et réduit la stigmatisation liée à la recherche de soutien;
- a fait progresser l'équité, la diversité, l'inclusion et l'accessibilité en entreprenant un examen des pratiques de gestion du rendement, d'avancement et de recrutement de la GRC afin de cerner et d'éliminer les obstacles systémiques et de favoriser des résultats plus équitables et des possibilités inclusives pour les personnes de divers horizons ayant des besoins variés;
- a établi un groupe de travail sur l'ACS Plus et élaboré un guide de dotation sur l'équité, la diversité et l'inclusion pour appuyer la prise de

décisions et le recrutement inclusifs;

- a fourni des outils et des conseils pratiques pour intégrer les considérations en matière d'équité, de diversité et d'inclusion dans la prise de contact avec les candidats ainsi que dans l'évaluation et la sélection de ceux-ci;
- a donné une formation sur le leadership des femmes à 27 femmes occupant des postes de cadres intermédiaires au sein des services de police zambiens, leur fournissant ainsi des outils précieux pour assumer des rôles de direction au sein des services de police zambiens et dans les opérations internationales de paix;
- a fait progresser la participation des femmes à 40 % des candidats à la formation en application de la loi en 2024 en affectant stratégiquement des ressources pour éduquer les membres féminins de la police nationale de l'Ukraine et de la patrouille policière ukrainienne;
- a pris en considération la culture, le contexte et les types de crimes pendant la collecte, l'évaluation et l'analyse des produits de renseignements; toutefois, les données sur le sexe et d'autres caractéristiques personnelles n'ont pas été prises en compte, car le processus du renseignement était axé sur la criminalité, et non sur la personne;
- a fait connaître le mandat et les responsabilités en matière de sécurité nationale, et la promotion du mieux-être en milieu de travail par l'entremise des champions de la santé mentale a mené au recrutement réussi de femmes et de membres des minorités visibles;
- a embauché un concepteur d'apprentissage pour la formation sur l'ingérence des acteurs étrangers, ce qui a mené à l'intégration de l'ACS Plus dans une formation spécialisée;
- a approuvé un cadre pour un centre d'expertise national, qui améliorera le soutien de la GRC et du gouvernement du Canada aux victimes du terrorisme et des incidents ayant causé des pertes massives, et qui sera respectueux des communautés culturelles diverses et distinctes en cas d'incident terroriste, de pertes massives ou de victimisation.

▼ Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et Objectifs de développement durable des Nations Unies

Vous trouverez de plus amples renseignements sur l'apport de la GRC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable dans notre [stratégie ministérielle de développement durable](#).

▼ Innovation

En 2024-2025, la GRC :

- a mis en place une stratégie de recrutement sur mesure afin de rationaliser l'embauche, de mieux cibler les candidats qualifiés et de moderniser les processus de dotation pour répondre aux demandes spécialisées des opérations de protection, ce qui a renforcé la capacité du programme d'attirer et d'intégrer plus efficacement des candidats compétents, améliorant ainsi la couverture et réduisant la pression sur le personnel existant;
- a modernisé l'environnement opérationnel SharePoint dans certains programmes en passant à la plateforme d'entreprise Microsoft 365/SharePoint et a lancé un nouvel univers en ligne de la Police fédérale pour améliorer la mise en commun des renseignements, la collaboration et la conformité de la gestion de l'information entre les équipes;
- a étendu la fonction de renseignement des opérations de protection en étoffant l'équipe qui y est affectée et en améliorant sa capacité d'analyse, par l'intégration de nouveaux outils et de nouvelles technologies pour prévoir les menaces émergentes, les évaluer et y réagir;
- a élaboré et lancé un tableau de bord opérationnel en direct au moyen de la nouvelle technologie de visualisation des données pour extraire des données en temps réel, ce qui permet aux équipes de première ligne et de gestion d'accéder à des renseignements à jour et de prendre des décisions plus rapides fondées sur des données probantes dans le cadre de leurs activités quotidiennes;
- a modernisé des signalements publics en remplaçant l'ancien système 1-800 « tipline » du Réseau d'information sur la sécurité nationale par un formulaire numérique, permettant un triage standardisé en temps réel par tous les examinateurs, cette première phase conduisant à la création d'un portail public unique pour toutes les unités de police fédérales
- a modernisé le mécanisme de production de rapports des Opérations internationales, propulsé par des solutions numériques, afin de créer des rapports et des tableaux de bord accessibles et conviviaux, permettant ainsi aux décideurs d'obtenir l'information dont ils ont besoin, au moment où ils en ont besoin;
- a appuyé les meilleurs services d'obligation de diligence pour le personnel déployé à l'étranger et a accordé la priorité à ces services grâce à l'élaboration d'un processus de réintégration officiel pour les membres qui reviennent de missions de paix;
- a entamé et fait avancer d'autres possibilités de perturbation du crime organisé transnational grave, notamment en appuyant les efforts du gouvernement du Canada visant à inscrire une organisation criminelle sur la liste des entités terroristes et en favorisant le recours aux

autorités légitimes pour que les membres soupçonnés de cette entité terroriste fassent l'objet d'une mesure de renvoi du Canada;

- a créé le groupe des inscriptions et exemptions, fondé sur le projet de loi C-41, où l'équipe informe les fonctionnaires au sujet des entités terroristes proposées par la GRC pour l'inscription à la liste, le renouvellement et le retrait de la liste et rédige des documents connexes, tout en assurant la liaison avec les partenaires nationaux et internationaux en matière de listes et de régimes de financement des activités antiterroristes;
- a fourni des renseignements cruciaux pour aider Sécurité publique Canada à inscrire 10 nouvelles entités terroristes à la liste, ce qui rend plus difficile pour celles-ci de se livrer à des activités criminelles;
- a créé la campagne de lutte contre les cartels mexicains, qui a rationalisé les efforts d'application de la loi partout au Canada et mené à un certain nombre d'enquêtes sur des sujets qui représentent une menace importante pour la sécurité des Canadiens et qui facilitent le commerce du fentanyl en Amérique du Nord;
- a créé un groupe de travail national sur la frontière pour répondre aux nouvelles pressions à la frontière et compléter les opérations existantes, en augmentant sa capacité d'effectuer des patrouilles aériennes frontalières et en établissant de nouvelles normes de formation pour les ressources frontalières;
- a mis sur pied des équipes intégrées synthétiques d'exécution de la loi à l'échelle du Canada, ce qui a facilité une approche opérationnelle conjointe en matière d'enquêtes sur la drogue et le crime organisé transnational avec des partenaires nationaux et internationaux;
- a appuyé l'élaboration du projet pilote de notice argent d'INTERPOL, un nouvel outil pour aider à récupérer les biens acquis de façon criminelle, à lutter contre le crime organisé transnational et à renforcer la coopération policière internationale en permettant aux pays membres de demander des renseignements sur les biens acquis de façon criminelle.

Répertoire des programmes

Les services de police fédérale sont appuyés par les programmes suivants :

- Enquêtes de la Police fédérale
- Renseignement des Services de police fédérale
- Opérations internationales
- Gouvernance nationale des Services de police fédérale
- Opérations de protection

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour la GRC sur la [page Résultats dans l'InfoBase du GC](https://grc.ca/fr/renseignements-organisationnels/publications-et-guides/rapports-sur-resultats-ministeriels/2024-2025).

Responsabilité essentielle 2 : Services de police spécialisés

▼ Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Progrès à l'égard des résultats](#)
- [Renseignements sur les résultats](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)

Description

À l'externe, la GRC fournit des services spécialisés et techniques à tous les organismes canadiens d'application de la loi, notamment une formation avancée qui touche l'application de la loi; des dépôts nationaux de données criminelles; l'accès à la réglementation et la délivrance des permis touchant les armes à feu des outils et des services d'enquête entre autres dans les domaines des sciences judiciaires, de l'identification, des armes à feu et de l'exploitation des enfants. À l'interne, un éventail de services techniques sont fournis pour faire avancer les opérations de la GRC, telles que la collecte de preuves numériques, la prestation d'outils de technologie de l'information policière et la mise en œuvre des normes de sécurité touchant le personnel et le Ministère.

Répercussions sur la qualité de vie

Les Services de police spécialisés contribuent au pilier de la Saine gouvernance du [Carrefour de qualité de vie](#) pour le Canada. Plus précisément, à l'appui de ce cadre, les Services de police spécialisés :

- ont mis à l'essai l'utilisation du nouveau manuel d'enquête du Programme canadien des armes à feu, qui a été élaboré en collaboration avec des professionnels de la santé pour aider les agents à prendre des décisions concernant les armes à feu et assurer une expérience uniforme pour ceux qui demandent ou renouvellent leur permis de possession et d'acquisition;
- a reçu, classé par ordre de priorité et traité plus de 108 000 signalements de cybercriminalité et de fraude envoyés au système de signalement du Centre antifraude du Canada, ce qui a permis à la GRC et à ses partenaires d'application de la loi de mieux repérer les cybermenaces et les escroqueries prolifiques et majeures au Canada,

- comme les rançongiciels et la fraude d’investissement en cryptomonnaie, et d’y réagir;
- a analysé et diffusé plus de 370 avis de cybervictimes aux services de police canadiens locaux, ce qui a été dirigé par le Centre national de coordination en cybercriminalité et a donné lieu à l’envoi, à plus de 1 900 entreprises et organisations victimes au Canada, d’avertissements urgents concernant des attaques imminentes par rançongiciels et d’autres cybermenaces.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à responsabilité essentielle 2 : Services de police spécialisés.

Tableau 4 : Des services de police spécialisés modernes et des technologies soutiennent la population et les organismes d’application de la loi

Le tableau 4 présente la cible, la date d’atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à des services de police spécialisés modernes et des technologies soutiennent la population et les organismes d’application de la loi au cours des 3 derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Pourcentage de partenaires policiers et des intervenants qui sont d'accord avec l'énoncé « Dans l'ensemble, la GRC fournit des services scientifiques, techniques et d'enquête de grande qualité »	Au moins 80 %	31 mars 2025	• 2022-2023 : 65 % • 2023-2024 : Non disponible • 2024-2025 : Non disponible
Pourcentage des partenaires d'application de la loi du Groupe national de coordination contre la cybercriminalité (GNC3) qui sont d'accord ou tout à fait d'accord avec l'énoncé suivant : « Mon organisation est satisfaite de l'aide ou du soutien aux enquêtes fourni par le GNC3 et le Centre antifraude du Canada »	Au moins 80 %	31 mars 2025	• 2022-2023 : 68 % • 2023-2024 : Non disponible • 2024-2025 : Non disponible

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Pourcentage de demandes de services que les laboratoires judiciaires satisfont dans les délais (par programme) : Biologie	Au moins 80 %	31 mars 2025	• 2022-2023 : 56 % • 2023-2024 : 38 % • 2024-2025 : 45 %
Pourcentage de demandes de services que les laboratoires judiciaires satisfont dans les délais (par programme) : Toxicologie	Au moins 80 %	31 mars 2025	• 2022-2023 : 36 % • 2023-2024 : 88 % • 2024-2025 : 97 %
Pourcentage de demandes de services que les laboratoires judiciaires satisfont dans les délais (par programme) : Identification des armes à feu et des marques d'outils	Au moins 80 %	31 mars 2025	• 2022-2023 : 82 % • 2023-2024 : 86 % • 2024-2025 : 70 %
Pourcentage de demandes de services que les laboratoires judiciaires satisfont dans les délais (par programme) : Bureau national de lutte contre la contrefaçon	Au moins 80 %	31 mars 2025	• 2022-2023 : 61 % • 2023-2024 : 71 % • 2024-2025 : 63 %
Pourcentage de demandes de services que les laboratoires judiciaires satisfont dans les délais (par programme) : Analyse de traces	Au moins 80 %	31 mars 2025	• 2022-2023 : 65 % • 2023-2024 : 56 % • 2024-2025 : 50 %

La section Résultats de l'infographie de la GRC dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement aux Services de police spécialisés en 2024-2025 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel de la Gendarmerie royale du Canada pour l'exercice.

▼ **Résultat 1 : Des services de police spécialisés modernes et des technologies soutiennent la population et les organismes d'application de la loi**

Résultats obtenus :

La GRC doit pouvoir fournir des services de police spécialisés uniformes et modernisés à tous les partenaires canadiens chargés de l'application de la loi afin de pouvoir soutenir la sécurité publique d'un océan à l'autre.

Services canadiens d'enquête et d'application de la loi en matière d'armes à feu

En 2024-2025, la GRC :

- a tenu 2 ateliers sur la prolifération, les tendances et l'évolution rapide de la technologie associée à la fabrication illégale d'armes à feu par impression 3D, auxquels ont participé 60 membres de l'Équipe nationale de soutien à l'application de la *Loi sur les armes à feu* et 35 participants de l'Agence des services frontaliers du Canada, du procureur de la Couronne du Québec, du ministère de la Défense nationale, du Collège de police de l'Ontario et des groupes du renseignement spécial de la GRC, pour veiller à ce que les organismes d'application de la loi soient informés et à jour dans ce domaine du maintien de l'ordre;
- a présenté des séances d'information sur les nouvelles tendances en matière de fabrication illicite d'armes à feu par impression 3D à plus de 600 procureurs de la Couronne et membres provenant de divers organismes d'application de la loi au pays;
- a reçu et traité plus de 5 000 demandes de dépistage provenant de divers organismes d'application de la loi, et a travaillé directement avec les services de police compétents pour sensibiliser les gens à l'importance du dépistage des armes à feu tout en appuyant la collecte de renseignements et les enquêtes de première ligne;
- a commencé à rédiger une entente entre le Programme canadien des armes à feu et les organismes publics contributeurs de l'Alberta pour mettre en commun les données locales de dépistage avec le Service de renseignements criminels Alberta et ainsi assurer la liaison et la coordination avec les autorités policières et judiciaires;
- s'est engagée à l'égard du perfectionnement continu des compétences en offrant une formation avec le groupe Recherche tactique sur Internet en soutien aux opérations de la GRC pour approfondir les connaissances sur les preuves numériques dans le cadre d'enquêtes criminelles par l'acquisition d'une expertise en techniques de sources ouvertes avancées à l'appui des enquêtes.

Service canadien de renseignements criminels

En 2024-2025, la GRC :

- a renforcé le processus d'évaluation intégrée des menaces en consultant les membres afin d'améliorer la qualité des évaluations liées au crime organisé et aux marchés criminels, notamment par l'amélioration des options de recherche pour assurer l'exactitude des représentations du renseignement sur le crime organisé, et a dirigé les efforts vers les menaces prioritaires du crime organisé;
- a collaboré avec les organes exécutifs de gouvernance et les clients pour recueillir des commentaires et une orientation viables au sujet des renseignements exploitables;
- a présenté des exposés et des produits de renseignements personnalisés pour sensibiliser les décideurs de haut niveau ainsi que les partenaires qui ne font pas partie des organismes chargés de l'application de la loi, ce qui a entraîné une collaboration accrue, une communication ouverte et une amélioration de la capacité à cerner les menaces émergentes et les priorités futures;
- a amélioré la visualisation des données dans les produits de renseignements, a sollicité de la rétroaction des partenaires et y a donné suite, notamment en collaborant avec l'équipe de projet du Système canadien de renseignement sur le crime, afin de déterminer les besoins des analystes en matière de représentation visuelle particulière.

Services des sciences judiciaires et de l'identité

En 2024-2025, la GRC :

- a validé un nouvel instrument pour l'analyse des drogues, améliorant ainsi la capacité du laboratoire judiciaire à identifier et quantifier un plus grand nombre de drogues affaiblissant les facultés;
- a évalué et résolu plusieurs points à améliorer en fonction des résultats d'une évaluation exhaustive du flux de travail en matière de toxicologie, ce qui a permis d'améliorer les délais de traitement, de réduire les temps d'arrêt et d'accroître l'efficacité du traitement des cas;
- a élargi le Service de biologie pour inclure une méthode d'analyse des mélanges complexes d'ADN qui permet la nouvelle analyse de cas non résolus analysés antérieurement;
- a élargi le Réseau canadien intégré d'identification balistique pour y inclure une installation dans l'Est du Canada, renforçant ainsi les capacités médico-légales partout au pays;
- a appuyé les enquêtes humanitaires et criminelles par l'entremise de la Banque nationale de données génétiques en explorant l'utilisation de nouvelles technologies pour aider aux enquêtes sur les personnes disparues, en tirant parti de son expertise spécialisée en matière de tissus calcifiés et en mettant en œuvre des améliorations du flux de

travail pour simplifier les téléchargements de données et les processus de recherche internationaux;

- a repéré et mis à l'essai de nouvelles technologies pour transférer des images par Wi-Fi sur les lieux d'un crime afin d'accélérer le partage des données, et a intégré cette amélioration dans la formation des employés du Service de l'identité judiciaire;
- a élargi et favorisé l'utilisation de la technique d'évaporation sous vide des empreintes digitales au-delà des enquêtes sur les cas non résolus, en plus d'obtenir des systèmes supplémentaires d'évaporation sous vide à l'intention des organismes d'application de la loi partout au Canada à l'appui de leurs opérations.

Collège canadien de police

En 2024-2025, la GRC :

- a amélioré l'accès aux connaissances, aux compétences et au perfectionnement en leadership spécialisés grâce à la mise en œuvre d'une plateforme d'apprentissage numérique multi-départements, permettant aux apprenants d'accéder à des espaces d'apprentissage personnalisés, notamment des cours en ligne à rythme libre, le téléchargement de transcriptions et de certificats de cours, et leur permettant de bénéficier d'un soutien technique numérique;
- a renforcé les compétences culturelles dans la formation en intégrant des pratiques axées sur la réconciliation, notamment en plaçant des panneaux de reconnaissance du territoire partout sur le campus pour encourager la reconnaissance et la réflexion, et en collaborant avec un Aîné, qui donne des conseils en classe au début et à la fin des cours de leadership;
- a modernisé et amélioré l'infrastructure et l'accessibilité au Collège, à l'appui de la Stratégie en matière d'accessibilité de la GRC, afin de créer un environnement plus inclusif et accueillant, en veillant à ce que les bâtiments du campus demeurent accessibles par des rampes, des ascenseurs et des toilettes désignées, et plus accueillants grâce à des allées extérieures plus sécuritaires, à des murs fraîchement peints, à de nouveaux tapis et revêtements de sol dans les aires communes, à la mise à jour de la signalisation dans les immeubles résidentiels, à des affichages informatifs et à l'amélioration de l'accès Wi-Fi sur tout le campus;
- a favorisé la viabilité financière en maintenant un modèle de recouvrement des coûts cohérent et concurrentiel harmonisé avec l'évolution de la formation et de la demande policières, en veillant à ce que la formation demeure accessible.

Services d'enquêtes spécialisées et de nature délicate

En 2024-2025, la GRC :

- a dirigé conjointement le projet STEEL, une opération pancanadienne qui réunissait 63 partenaires d'application de la loi de l'ensemble du pays pour cibler l'exploitation sexuelle des enfants en ligne, ce qui a entraîné l'arrestation de 106 personnes, la protection de 37 enfants et la confiscation de 1 132 appareils électroniques au cours de la période visée par le rapport;
- a collaboré avec des spécialistes internationaux de l'identification des victimes dans le cadre de l'opération Renewed Hope III afin d'identifier et de protéger les enfants victimes d'exploitation et de violence sexuelles en ligne, ce qui comprenait l'analyse de plus de 216 Go de données provenant de 83 000 fichiers d'images et de vidéos non identifiées de matériel d'exploitation sexuelle d'enfants, générant ainsi 386 pistes et permettant d'identifier positivement 36 enfants victimes;
- a collaboré avec des spécialistes de l'identification des victimes de la Suède, des États-Unis, de l'Australie, ainsi qu'avec l'agent de liaison de la GRC aux Philippines et la Police provinciale de l'Ontario dans le cadre des opérations Renewed Hope III pour arrêter 2 contrevenants présumés et retirer 3 enfants victimes de préjudice en sol canadien;
- a augmenté d'environ 21 % le nombre de victimes canadiennes identifiées (le faisant passer de 3 353 à 4 046, soit 693 identifications et téléversements en 2024-2025) téléversées dans la base de données internationale sur l'exploitation sexuelle des enfants, gérée par INTERPOL, afin d'étayer davantage les enquêtes et de réduire au minimum la redondance des efforts;
- a publié un rapport sur l'Exploration du phénomène des fugueurs signalés au Canada 2015 à 2021, et a cerné les tendances liées à leur disparition, ce qui a fourni des renseignements essentiels sur les tendances et les causes profondes des disparitions répétées au Canada, permettant ainsi des stratégies de prévention, l'élaboration de politiques et des services de soutien pour les personnes à risque plus efficaces;
- a lancé un outil spécialisé de recherche et d'analyse conçu pour aider les organismes d'application de la loi de première ligne dans le cadre des enquêtes sur les personnes disparues;
- a élaboré une initiative de recherche hors ligne axée sur le renseignement afin de cerner les pistes, les tendances, les modèles, les anomalies et les pratiques exemplaires dans les enquêtes sur les restes humains manquants et non identifiés.
- a aidé la police nationale colombienne dans ses enquêtes en effectuant 40 examens polygraphiques;
- a mis en œuvre une nouvelle technique de test polygraphique pour compléter les techniques existantes et remplacer la principale méthode de notation;

- a fait progresser le Projet de recherche international sur la santé psychologique et a partagé des outils, des techniques et des pratiques exemplaires avec les membres du Virtual Global Taskforce et, de façon plus générale, avec des partenaires nationaux et internationaux d'application de la loi, des organisations non gouvernementales, et l'industrie afin de mieux soutenir les employés qui travaillent dans des secteurs à risque élevé;
- a appuyé les partenaires par la prestation de 53 séances de formation « Prendre soin des soignants » axées sur les divers facteurs de stress et les répercussions potentielles du travail avec du matériel de nature délicate et graphique.

Services spécialisés d'enquêtes techniques

En 2024-2025, la GRC :

- s'est dotée d'un système de gestion des cas, de suivi des preuves, de chaîne de possession, de production de rapports et de renseignements opérationnels à l'appui du Programme national de criminalistique numérique;
- a collaboré avec des partenaires des services de police canadiens, des organismes fédéraux canadiens et des intervenants internationaux afin d'élaborer un processus pour veiller à ce que tous les incidents chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosifs soient surveillés et examinés, afin de permettre aux analystes de rechercher les nouvelles tendances et menaces qui pourraient toucher les Canadiens;
- a établi une collaboration nationale en réunissant des policiers-techniciens des explosifs du Canada, des experts des domaines des produits chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosifs, ainsi que des enquêteurs de la sécurité nationale au cours d'exercices de formation pour veiller à ce que les incidents chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosifs liés à la sécurité nationale soient gérés efficacement;
- a mis en œuvre le système de défense contre les systèmes aéronefs sans pilote à bord et affecté des ressources spécialisées afin d'appuyer les opérations de protection de la Police fédérale en utilisant des systèmes de contre-mesures techniques, comme les contre-mesures radiofréquence à 25 reprises, afin de répondre aux menaces posées par l'utilisation malveillante de drones;
- a informé les partenaires internes et externes en produisant 81 produits de renseignements, notamment des rapports de situation réguliers sur les activités de drones pour des sites précis, des fiches de renseignement avant les opérations, et des rapports de situation après les opérations.

Sécurité ministérielle

En 2024-2025, la GRC :

- a amélioré les contrôles de sécurité par la mise à jour des cadres d'intervention, l'amélioration de l'accès des intervenants aux outils et aux ressources d'orientation grâce à la mise à jour des politiques de sécurité et d'autres documents, ainsi que la planification et la création de sites SharePoint pour mieux faciliter les communications et le partage du matériel de sécurité;
- a créé un comité de sensibilisation à la sécurité nationale pour renforcer les communications entre les professionnels de la sécurité et cerner et élaborer des stratégies pour améliorer l'état des besoins en matière de sensibilisation à la sécurité et des communications;
- a collaboré avec le programme numérique, modernisé et numérisé les processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité grâce à l'application des outils Microsoft 365, améliorés par des présentations et des ateliers continus aux professionnels de la sécurité de la Section de la sécurité ministérielle et à d'autres intervenants;
- a lancé un examen complet du filtrage de sécurité en réponse à la publication par le Secrétariat du Conseil du Trésor, en janvier 2025, de la nouvelle Directive sur le filtrage de sécurité;
- a mis à jour les processus de sécurité des contrats afin de réduire au minimum le dédoublement, en consultation avec les programmes de sécurité;
- a terminé les examens du programme, a mis en œuvre les mises à jour du programme et a ajouté de nouveaux champs d'information pour répondre aux exigences en matière de sécurité et de rapports;
- a lancé une mise à jour du cadre de gestion des incidents de la GRC afin d'intégrer les capacités, les rôles et les responsabilités du Centre des opérations de cybersécurité.

Services opérationnels de la GI-TI

En 2024-2025, la GRC :

- a approuvé le projet de collaboration numérique et de gestion de l'information, qui livrera le prochain système de gestion des documents et des dossiers de l'organisation à l'aide de la suite de produits Microsoft 365, en mettant particulièrement à profit les produits SharePoint Online, OneDrive et Exchange Online pour faciliter la communication de renseignements, améliorer la collaboration et la création conjointe de produits d'information, et permettre des flux de travail entièrement numériques;
- a franchi une étape clé pour l'infrastructure des données, en rendant l'information du Système d'incidents et de rapports de police disponible pour l'analyse avancée des données et en établissant une infrastructure évolutive pour rendre ces données accessibles à un plus grand groupe d'utilisateurs dans l'ensemble de l'organisation;

- a commencé à produire une solution d'ingénierie des données (Databricks) et une solution d'analyse et de visualisation avancées (MS Power BI), établissant ainsi un point de départ pour la plateforme d'analyse avancée de la GRC;
- a mis en place un groupe de travail interministériel qui a depuis identifié plusieurs objectifs et résultats à court terme afin de limiter les retards globaux dans la mise en place des capacités numériques essentielles

Délivrance de permis et enregistrement des armes à feu au Canada

En 2024-2025, la GRC :

- a migré 7 services sur papier – 4 pour les particuliers et 3 pour les entreprises – vers le portail MonPCAF, qui comprend un premier répertoire national des champs de tir et des clubs de tir, ainsi que des flux de travail de bout en bout dans la Solution de services en ligne du Programme canadien des armes à feu pour l'approbation des champs de tir et des clubs de tir;
- a remplacé la demande de permis de possession et d'acquisition en ligne afin de permettre une plus grande évolutivité du système, notamment la capacité pour un demandeur de consulter ses renseignements;
- a apporté des améliorations continues aux services en ligne déjà mis en œuvre, comme les permis de possession et d'acquisition et les types de demandes de permis pour mineurs, tout en s'adaptant aux volumes de demandes de permis d'armes à feu qui ont augmenté respectivement de 45,6 % et 460 %, permettant ainsi que 56 % des demandes de permis de possession et d'acquisition présentées depuis janvier 2025 soient soumises par le nouveau canal numérique;
- a fourni une formation à jour sur l'inspection des champs de tir aux préposés aux armes à feu afin d'assurer l'uniformité entre les administrations;
- a offert une formation aux employés de première ligne sur l'utilisation de la nouvelle Solution de services en ligne du Programme canadien des armes à feu pendant la transition des services supplémentaires vers la plateforme en ligne.

Groupe national de coordination contre la cybercriminalité

En 2024-2025, la GRC :

- a donné suite à plus de 1 750 demandes d'aide opérationnelle de partenaires d'application de la loi nationaux et internationaux, et à 125 demandes d'aide opérationnelle par l'entremise de la National Cyber-Forensics and Training Alliance des États-Unis;
- a appuyé 65 opérations internationales d'application de la loi par l'entremise du Centre européen de lutte contre la cybercriminalité

d'Europol, du Groupe d'action conjoint sur la cybercriminalité et de plusieurs activités internationales d'application de la loi visant à prévenir la cybercriminalité au Canada, comme les campagnes GoogleAds axées sur la prévention des attaques par hameçonnage et des attaques par déni de service distribué (DDoS);

- a envoyé plus de 370 avis aux cybervictimes aux services de police compétents, ce qui comprenait des avertissements urgents et opportuns à plus de 1 900 entreprises et organisations canadiennes au sujet d'attaques par rançongiciels imminentes et en temps réel et d'autres menaces cybernétiques qui, dans certains cas, comprenaient la prestation de solutions de déchiffrement à plusieurs entreprises et organisations canadiennes qui subissent des cyberattaques, permettant ainsi aux victimes de neutraliser les menaces par rançongiciel et d'éviter des paiements allant de centaines de milliers de dollars à des millions de dollars;
- a fourni une analyse cybercomportementale pour appuyer plusieurs enquêtes sur la cybercriminalité, notamment des profils cibles complets, l'analyse linguistique judiciaire, l'analyse des déclarations d'enquête, des consultations internationales et des activités de prévention de la cybercriminalité;
- a mis la touche finale à la Solution nationale en matière de cybercriminalité et au Système national de signalement des incidents de cybercriminalité et de fraude, un site Web de production de rapports publics visant à améliorer la compréhension de la nature et de l'étendue de la cybercriminalité et de la fraude, dont la mise en œuvre complète est maintenant prévue pour 2025-2026;
- a transmis plus de 3 781 numéros de téléphone, 5 825 adresses courriel, 3 982 comptes bancaires, 548 sites Web, 875 comptes de commerçants et 1 697 opérations de virement électronique à des fins d'interruption, notamment en soutenant des recouvrements financiers de 4,92 millions de dollars pour des victimes de fraude.

Principaux risques

- Pour gérer le risque posé par la nature changeante de la criminalité et l'éventuelle insuffisance future de la technologie existante, le programme numérique des Services de police spécialisés :
 - a permis le déploiement à l'échelle nationale de caméras d'intervention pour plus de 3 000 membres de première ligne et la mise en œuvre du système de gestion des preuves numériques, en augmentant la bande passante et en téléchargeant plus de 371 000 fichiers de preuves;
 - a offert l'infrastructure de TI et le soutien nécessaires au déploiement du programme Suivi des forces bleues, qui améliore la

sécurité des agents en fournissant une solution normalisée à l'échelle de la GRC pour améliorer l'interopérabilité et le suivi des agents de première ligne, peu importe leur emplacement physique;

- a mis en œuvre un système national de suivi de la classification des RH pour gérer et suivre de façon centralisée les demandes de service relatives à la classification des RH;
- a utilisé SharePoint comme outil de collaboration et élaboré des listes Microsoft pour faire le suivi d'aspects du cadre de gestion de projet de la GRC;
- a lancé les canaux SharePoint Online et Microsoft Teams, qui permettent la création conjointe et la collaboration en matière de produits d'information;
- a lancé un projet pilote visant à mettre l'information contenue dans l'infrastructure de données du système de rapports sur les incidents policiers à la disposition des utilisateurs de 2 divisions de la GRC, avec des plans d'expansion pour toutes les divisions en 2025-2026, ce qui permettra une analyse avancée entre plusieurs ensembles de données, permettant ainsi à la GRC d'acquérir de nouvelles connaissances pour éclairer la prise de décisions.
- Pour gérer le risque qu'un manque de communication claire, rapide et fiable des renseignements entre les administrations nuise à la capacité de la GRC d'enquêter efficacement sur les crimes et de prendre les mesures appropriées, la Sous-direction des services techniques de protection a partagé un total de 81 produits de renseignement avec des partenaires internes et externes, selon leurs besoins, ce qui comprenait des rapports de situation réguliers sur les activités de drones pour des sites précis, des fiches d'analyse du renseignement avant les opérations, et des rapports de situation après les opérations.
- Pour gérer le risque que la GRC ne soit pas en mesure d'attirer et de maintenir en poste des groupes diversifiés d'employés possédant les compétences, les qualités, les caractéristiques et l'état d'esprit appropriés pour maintenir l'ordre face aux crimes de l'avenir, les Services de police spécialisés ont concentré leurs efforts sur l'attraction et le maintien en poste des talents possédant à la fois des compétences nouvelles et existantes, et ils ont développé davantage leur effectif pour répondre aux tendances technologiques changeantes et aux environnements de travail numériques grâce aux initiatives suivantes :
 - l'introduction de plusieurs nouvelles technologies et instruments au sein des Services nationaux du laboratoire judiciaire et de la Banque nationale de données génétiques pour moderniser les flux de travail et mieux soutenir les enquêtes criminelles;
 - la poursuite des efforts pour attirer davantage d'employés des groupes en quête d'équité, ainsi que pour recueillir des données

sur le genre et la diversité afin de faire progresser l’inclusion.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 5 : Aperçu des ressources requises pour les services de police spécialisés

Le tableau 5 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	697 998 977 \$	749 755 014 \$
Équivalents temps plein	4 193	4 066

La [section Finances de l’infographie de la GRC dans l’InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l’infographie de la GRC dans l’InfoBase du GC](#) présente des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

▼ Analyse comparative entre les sexes Plus

En 2024-2025, la GRC :

- a consulté les spécialistes de l’ACS Plus au cours du processus de mise à jour des formulaires de filtrage de sécurité pour planifier un examen complet de tous les formulaires et autres documents liés aux filtrages de sécurité en réponse à la Directive sur le filtrage de sécurité publiée par le Conseil du Trésor en janvier 2025, processus qui se poursuivra au cours de l’exercice 2025-2026;
- a tenu un symposium et un forum sur les crimes haineux, afin d’améliorer davantage la compétence culturelle et de favoriser les discussions sur des enjeux sociaux cruciaux;
- a élaboré et finalisé un cours sur la vérité et la réconciliation visant à améliorer la compréhension par les services de police des enjeux autochtones et des efforts de réconciliation, dont le lancement est prévu au Collège canadien de police en mai 2025;
- a appuyé l’élaboration du projet de Solution de services en ligne du Programme canadien des armes à feu au moyen de 11 séances d’essai propres à l’application des instructeurs d’armes à feu et au portail des agents de prestation des services, avec des essais effectués par des hommes et des femmes ayant divers degrés d’aisance dans l’utilisation de la technologie;

- a créé un forum pour offrir plusieurs Cours canadiens de sécurité dans le maniement des armes à feu destinés exclusivement aux femmes, en fonction des commentaires reçus des participants précédents;
- a amélioré l'accessibilité des salles de formation du Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu pour offrir des mesures d'adaptation aux participants qui ont des limitations physiques ou qui utilisent des aides à la mobilité, et a veillé à ce que des sièges près des écrans ou des instructeurs soient réservés aux personnes ayant une déficience visuelle ou auditive;
- a veillé à ce qu'à la fois des instrutrices et des instructeurs du Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes à feu soient présents pendant la formation sur le maniement sécuritaire des armes à feu chaque fois qu'une proximité étroite entre les participants et les instructeurs était nécessaire pour s'assurer que tous les participants se sentent à l'aise.

▼ Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et Objectifs de développement durable des Nations Unies

Vous trouverez de plus amples renseignements sur l'apport de la GRC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable dans notre [stratégie ministérielle de développement durable](#).

▼ Innovation

En 2024-2025, les Services de police spécialisés :

- a fusionné les postes de dirigeant principal de l'information et de dirigeant principal de la transformation pour créer un rôle unifié de dirigeant principal du numérique afin d'améliorer la collaboration, de simplifier le processus décisionnel de la GRC et d'accélérer le cheminement de la GRC vers un avenir numérique entièrement intégré, ce qui reflète l'engagement de la GRC à l'égard de la transformation des activités, de la modernisation technique et de l'excellence numérique et appuie les nouvelles approches qui répondent aux besoins de la société canadienne moderne;
- a entrepris un processus de consultation multidimensionnel avec les clients et les partenaires dans le but d'éclairer la modernisation du Centre d'information de la police canadienne, ce qui comprend l'utilisation de logiciels disponibles sur le marché qui utilisent des algorithmes exclusifs pour aider à regrouper de grandes quantités de commentaires en thèmes et idées;
- a utilisé la nouvelle plateforme d'apprentissage numérique du Collège canadien de police pour améliorer l'accessibilité et l'interactivité des modules de formation en ligne, notamment par l'élaboration d'un

cours en ligne pour les examinateurs judiciaires numériques qui met l'accent sur l'amélioration de l'apprentissage en interprétation et traitement des données numériques, afin d'aider les enquêteurs dans le cadre d'enquêtes complexes;

- a mis à niveau plusieurs salles de classe du Collège canadien de police au moyen d'une technologie audiovisuelle de pointe, améliorant ainsi la prestation de cours sur place et à distance, qui profiteront à un plus grand nombre d'étudiants grâce à l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des cours spécialisés;
- a intégré avec succès une plateforme numérique moderne au Collège canadien de police, ce qui a permis de réduire les frais de déplacement et d'accroître l'accès aux cours pour les organismes d'application de la loi partout au Canada et d'améliorer l'accessibilité pour les apprenants en leur permettant d'accéder à des cours en ligne par l'entremise de leur service de police, une initiative qui profite particulièrement aux organisations situées en régions éloignées.

Répertoire des programmes

Les services de police spécialisés sont appuyés par les programmes suivants :

- Services canadiens d'enquête et d'application de la loi en matière d'armes à feu
- Service canadien de renseignements criminels
- Services des sciences judiciaires et de l'identité
- Collège canadien de police
- Services d'enquêtes spécialisées et de nature délicate
- Services spécialisés d'enquêtes techniques
- Sécurité ministérielle
- Services opérationnels de la GI-TI
- Délivrance de permis et enregistrement des armes à feu au Canada
- Groupe national de coordination contre la cybercriminalité

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour les services de police spécialisés sur la [page Résultats dans l'InfoBase du GC](#).

Responsabilité essentielle 3 : Services de police contractuels et autochtones

▼ Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Progrès à l'égard des résultats](#)

- [Renseignements sur les résultats](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus](#)
- [Priorités gouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)

Description

Dans le cadre des ententes de services de police, la GRC fournit des services de police pour répondre aux besoins des provinces (à l'exception de l'Ontario et du Québec) et des territoires, ainsi qu'aux besoins des municipalités et des collectivités autochtones, notamment par l'intermédiaire du Programme des services de police des Premières Nations. Ces services englobent l'administration générale de la justice, soit le maintien de la paix, la prévention de la criminalité et l'accomplissement de toutes les tâches énoncées en vertu des lois du Canada ou des lois des provinces et des territoires respectifs.

Répercussions sur la qualité de vie

Les Services de police contractuels et autochtones contribuent au pilier de la Saine gouvernance du [Carrefour de qualité de vie](#) pour le Canada. Plus précisément, à l'appui de ce cadre, les Services de police contractuels et autochtones :

- ont contribué à la sécurité publique en améliorant les interventions dans le cadre d'enquêtes des services généraux portant, entre autres, sur les infractions d'ordre sexuel, la violence entre partenaires intimes, les crimes haineux et le trafic de personnes, et ce, par la formation et la sensibilisation des policiers, le soutien aux victimes, la sensibilisation du public et la communication, ainsi que la reddition de compte en matière d'enquêtes;
- ont amélioré la transparence des interventions et opérations policières en divulguant l'utilisation des options d'intervention policière, en mettant à jour les cadres d'intervention en cas de crise et de désamorçage, en recueillant des données sur la race à l'égard des personnes qui ont des démêlés avec le système de justice pénale et en faisant rapport de ces données, et en équipant les agents de caméras d'intervention.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 3 : Services de police contractuels et autochtones.

Tableau 6 : La GRC offre des services de police contractuels modernes

Le tableau 6 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à la GRC offre des services de police contractuels modernes au cours des 3 derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Taux de résolution pondéré de la GRC dans l'ensemble des régions bénéficiant de services de police contractuels	39 – on souhaite accroître le taux de 1,5 points.	31 mars 2025	• 2022-2023 : 30,89 • 2023-2024 : 28,91 • 2024-2025 : 29,76
Indice de la gravité de la criminalité	Non disponible	31 mars 2025	• 2022-2023 : 114,29 • 2023-2024 : 117,72 • 2024-2025 : 110,80
Taux de criminalité en milieu rural sur le territoire de compétence de la GRC	Non disponible	31 mars 2025	• 2022-2023 : Non disponible • 2023-2024 : Non disponible • 2024-2025 : Non disponible
Pourcentage des Canadiens sondés dans les régions où la GRC assure des services de police contractuels qui sont d'accord avec l'énoncé « Je me sens plus en sécurité grâce à la GRC. »	Au moins 64 %	31 mars 2025	• 2022-2023 : 56 % • 2023-2024 : Non disponible • 2024-2025 : Non disponible
Pourcentage des partenaires contractuels qui sont d'accord avec l'énoncé « La GRC offre des services de police contractuels modernes. »	Au moins 60 %	31 mars 2025	• 2022-2023 : 65 % • 2023-2024 : Non disponible • 2024-2025 : Non disponible

Tableau 7 : Relations avec les Autochtones et résultats à leur égard améliorés

Le tableau 7 présente la cible, la date d’atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Relations avec les Autochtones et résultats à leur égard améliorés au cours des 3 derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Pourcentage de Canadiens sondés qui ont déclaré être autochtones et qui sont d'accord avec l'énoncé « Je me sens plus en sécurité grâce à la GRC. »	Au moins 47 %	31 mars 2025	• 2022-2023 : 45 % • 2023-2024 : Non disponible • 2024-2025 : Non disponible
Hausse, en pourcentage, des aiguillages vers un programme de justice réparatrice (déjudiciarisation avant le dépôt d'accusations par rapport aux accusations criminelles classiques)	Hausse de 5 % des aiguillages vers un programme de justice réparatrice avant inculpation, par rapport à l'année de référence.	31 mars 2025	• 2022-2023 : Non disponible • 2023-2024 : Non disponible • 2024-2025 : 21,4 %

La section [Résultats de l'infographie de la GRC dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement aux Services de police contractuels et autochtones en 2024-2025 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel de la Gendarmerie royale du Canada pour l'exercice.

▼ Résultat 1 : La GRC offre des services de police contractuels modernes

Résultats obtenus :

La nécessité pour la GRC de se moderniser, tout en s’assurant qu’elle remplit et améliore ses obligations envers les provinces, les territoires et les municipalités avec qui elle a une relation contractuelle, est essentielle pour assurer le maintien de l’ordre dans les collectivités canadiennes de manière efficace et juste.

Services de police provinciaux, territoriaux et municipaux

En 2024-2025, la GRC :

- a lancé le déploiement national de la caméra d'intervention et du système de gestion des preuves numériques à la suite de l'achèvement réussi du programme pilote; l'exercice financier s'est terminé avec environ 3 750 agents de première ligne équipés de caméras d'intervention dans plus de 300 détachements au Canada et un déploiement complet sera effectué au cours des 12 à 18 prochains mois.

Soutien aux opérations des Services de police contractuels et autochtones

En 2024-2025, la GRC :

Prévention du crime

- a élaboré et publié une politique nationale visant à ce que les agents de programmes communautaires mettent en œuvre des options améliorées de prestation de services afin d'appuyer la prestation de services policiers adaptés aux caractéristiques uniques et diversifiées des collectivités desservies;
- a mis à jour la boîte à outils pour la réduction de la criminalité en milieu rural, qui sert de répertoire d'initiatives et de programmes mis en œuvre par les divisions de la GRC, en y ajoutant des pratiques exemplaires et des approches tout à fait particulières pour lutter contre l'augmentation de la criminalité en milieu rural partout au pays.

Intervention et désamorçage en cas de crise

- a collaboré avec le Comité consultatif sur le recours à la force de l'Association canadienne des chefs de police pour mener une analyse de l'environnement des normes provinciales et territoriales relatives au recours à la force et a rédigé un sondage à l'intention des organismes d'application de la loi afin d'examiner la formation, la recertification, les seuils d'utilisation, les restrictions, les interdictions et les exigences propres aux options d'intervention;
- a préparé une recension des écrits et un recueil des programmes et des évaluations portant sur le désamorçage, et a élaboré et diffusé un sondage pour que les organismes communiquent des renseignements sur la façon dont ils s'approprient la formation exclusive ou élaborée à l'interne, les éléments fondamentaux, les principes, la participation d'experts en santé mentale et de personnes ayant une expérience vécue, la fréquence et la durée, le public cible, les modes de prestation, l'évaluation et les principales mesures du rendement;
- a étudié les travaux de recherche examinés par les pairs, les pratiques prometteuses, la formation et la technologie afin de cerner des stratégies supplémentaires permettant de renforcer l'intervention en cas de crise et la formation en désamorçage chez les membres de la GRC.

Justice réparatrice

- a donné le cours national intitulé Approche axée sur la justice réparatrice à 148 employés de la GRC afin de mieux les sensibiliser au moyen d'une formation complète;
- a mené à bien un projet pilote avec Justice Canada qui a consisté à jumeler des détachements de la GRC et des programmes locaux de justice autochtone afin d'établir de solides relations de travail communautaires et d'accroître le nombre d'aiguillages vers un programme de justice réparatrice;
- a effectué une mise à jour de la politique relative à la justice réparatrice dans le Manuel des opérations afin d'améliorer les outils et les ressources de la GRC.

Jeunes

- a organisé 2 ateliers de perfectionnement en leadership pour les jeunes (en août 2024 et en février 2025), où les jeunes participants, guidés par des mentors de la GRC, ont élaboré 13 plans d'action communautaires et amélioré leurs compétences en leadership au moyen de séances de formation interactives;
- a conclu la période d'activité 2023-2024 du Comité consultatif national sur la jeunesse et a lancé celle de 2024-2025 (conférenciers invités, événements et discussions) et a examiné le matériel didactique et fourni des commentaires au personnel de la GRC à ce sujet.

Amélioration des enquêtes sur les infractions d'ordre sexuel

- a appuyé le lancement d'un cours avancé sur les enquêtes sur les infractions d'ordre sexuel afin de cerner les lacunes et les tendances en matière d'enquête, tout en offrant une formation et des renseignements améliorés menant à un service plus professionnel et plus efficace dans le domaine des enquêtes sur les infractions d'ordre sexuel;
- a élaboré une liste de vérification pour les enquêteurs et les superviseurs, a mis à jour le guide des pratiques exemplaires relatives aux enquêtes sur les agressions sexuelles et a mis à jour le guide d'assurance de la qualité au sein d'un service afin d'améliorer les enquêtes sur les infractions d'ordre sexuel;
- a élaboré de nouveaux outils pour les enquêteurs, ce qui a notamment consisté à mettre à jour un guide pour communiquer avec les victimes ainsi que la formation et la liste de contrôle du Comité d'examen des enquêtes sur les agressions sexuelles, afin d'améliorer le soutien aux victimes d'agression sexuelle;
- a appuyé le lancement d'un second comité d'examen des enquêtes sur les agressions sexuelles en Colombie-Britannique (Division E) afin

d'apporter un soutien supplémentaire aux enquêtes sur les infractions d'ordre sexuel.

Soutien aux personnes vulnérables

- a continué de travailler à l'élaboration d'un plan d'action exhaustif qui établira des pratiques exemplaires en matière de lutte contre la traite de personnes;
- a offert aux employés de la GRC une formation sur la traite de personnes dirigée par des survivants afin de veiller à ce que les victimes reçoivent promptement une aide efficace et éclairée lors des interventions en cas d'incidents et afin de réduire les effets de la victimisation et de la revictimisation;
- a créé une carte de format de poche qui décrit les 4 principaux droits garantis par la Charte canadienne des droits des victimes, qui contient des renseignements de base sur les services aux victimes et qui prévoit un espace où inscrire au besoin des renseignements personnalisés (nom de l'agent et autres coordonnées);
- a amélioré et mis à jour des politiques comme celle sur les personnes handicapées, celle sur les mauvais traitements et la violence envers les personnes âgées, celle sur l'assistance aux victimes, celle sur les services de police sans préjugés et celle sur la violence entre partenaires intimes;
- ont participé au Groupe de travail sur les crimes haineux et à son rôle de leader dans la Communauté de pratique de la GRC sur les crimes et incidents motivés par la haine, qui offre une tribune où les employés de la GRC et d'autres professionnels de l'application de la loi peuvent interagir de manière continue et régulière, discuter de crimes et d'incidents motivés par la haine, communiquer des renseignements connexes et mettre en commun leurs expériences en la matière.

Mise sur pied de la force

En 2024-2025, la GRC :

- a continué de manière prioritaire à créer un environnement inclusif pour les employés et les cadets, tout en s'attachant à renforcer la capacité d'accueillir plus de cadets qui obtiendront leur diplôme dans les années à venir;
- a élaboré et mis en œuvre une stratégie visant à accroître et à diversifier l'effectif d'animateurs à la Division Dépôt de la GRC;
- a appuyé les efforts de recrutement en lançant une visite virtuelle de l'École de la GRC, composée de 10 vidéos racontant l'histoire de l'École et décrivant la formation moderne et ce que c'est que d'être cadet à la Division Dépôt;
- a mis sur pied une équipe chargée de créer et de mettre en œuvre une stratégie de modernisation de l'École de la GRC et de son programme

de formation, en mettant l'accent sur l'amélioration de la formation préparatoire afin de favoriser un milieu d'apprentissage inclusif et progressif qui s'adapte à l'évolution des besoins d'apprentissage, et en renforçant sa capacité d'atteindre l'excellence opérationnelle, maintenant et pour les générations à venir;

- a enregistré un nombre record de demandes dans le cadre du processus de recrutement des membres réguliers : ce nombre est passé de 17 672 demandes en 2023-2024 à 20 839 demandes à la fin de l'exercice 2024-2025, ce qui représente une augmentation de 17,9 %;
- a vu croître de 60,4 % le nombre de cadets qui ont obtenu leur diplôme du Programme de formation des cadets à la Division Dépôt, ce nombre étant passé de 541 en 2023-2024 à 895 en 2024-2025, tandis que 166 policiers d'expérience se sont ajoutés à l'effectif policier;
- a accru la diversité des postulants en lançant plusieurs initiatives qui ont toutes contribué à ce que le nombre de demandes présentées par des personnes appartenant à des groupes en quête d'équité augmente de 23 % par rapport à l'année précédente.

▼ Résultat 2 : Relations avec les Autochtones et résultats à leur égard améliorés

Résultats obtenus :

La GRC s'efforce en permanence d'améliorer ses relations avec les collectivités des Premières Nations, inuites et métisses et leurs peuples au Canada. En comprenant le rôle de la GRC dans notre passé collectif, y compris les répercussions et l'héritage des pensionnats et des politiques coloniales, la GRC peut continuer à faire progresser la réconciliation. Cela permettra à la GRC d'aller de l'avant dans le respect mutuel et la confiance, et de reconnaître les préjudices passés.

Services de police autochtones

En 2024-2025, la GRC :

- a mis à l'essai dans 43 % des divisions un outil accessible sur SharePoint pour appuyer la collecte simplifiée de données et la production de rapports sur les initiatives de sensibilisation et de mobilisation communautaires non opérationnelles, notamment celles qui font progresser la réconciliation à l'échelle de la GRC;
- a contribué au succès du Programme des services de police des Premières Nations et des Inuit en rétablissant les réunions au niveau opérationnel afin d'harmoniser les activités et d'atteindre les objectifs prévus;
- a continué d'appuyer et de promouvoir les règlements administratifs propres aux bandes dans le cadre de la prestation courante des services policiers afin de soutenir l'autodétermination des collectivités autochtones et de leurs dirigeants et d'améliorer la sécurité et le bien-

être des collectivités des Premières Nations partout au Canada, en partenariat avec le ministère de la Justice, les services de police autochtones divisionnaires et les dirigeants communautaires;

- a restructuré les ressources et mené des consultations avec ses partenaires internes et divisionnaires pour revitaliser et élargir le Programme de formation des précadets autochtones, afin d'aider un plus grand nombre de postulants autochtones à réussir et de favoriser leur recrutement et leur maintien en poste;
- a présenté au commissaire de la GRC des conseils stratégiques et des points de vue culturels sur les enjeux touchant les Premières Nations, les Inuit et les Métis afin d'appuyer la prestation de services de police des plus professionnels, dévoués et culturellement compétents au moyen de réunions tenues avec le Comité consultatif national du commissaire sur les Autochtones;
- a élaboré des outils éducatifs sur le cannabis pour les collectivités autochtones, dans l'intention d'offrir des programmes fondés sur les distinctions qui peuvent être adaptés davantage en partenariat avec les collectivités;
- a collaboré avec les gouvernements métis à évaluer le travail effectué par les agents de liaison avec les collectivités métisses dans chaque division, afin d'aider à déterminer la meilleure façon d'élargir le programme pour répondre aux besoins tout à fait particuliers des collectivités métisses;
- a mis à profit les conclusions de l'examen des services policiers avec les peuples autochtones pour adopter la formation de l'équipe de liaison de l'Association canadienne des chefs de police, mise en œuvre tant à l'échelle nationale au sein de la GRC que par l'entremise d'organisations partenaires comme Pêches et Océans Canada, les offices provinciaux de protection de la nature et les services de police municipaux et régionaux, et a mis en œuvre la formation dans le but principal d'assurer l'interopérabilité.

Principaux risques

En 2024-2025, la GRC :

- Pour gérer le risque qu'un manque de ressources nuise à la capacité de la GRC de s'acquitter de son mandat en raison des taux élevés de postes vacants, la GRC :
 - a embauché du personnel supplémentaire et mis en œuvre des mesures pour attirer et traiter un plus grand nombre de postulants, ce qui a entraîné une nette augmentation du nombre de postulants et une augmentation modérée du nombre de cadets obtenant leur diplôme de la Division Dépôt;

- a accordé la priorité à l'établissement de relations clés pour favoriser l'adhésion et démontrer de la valeur en produisant autant d'examens de haute qualité par des agents indépendants que les ressources existantes le permettaient.
- Pour gérer le risque posé par les difficultés à obtenir que Transports Canada accorde l'agrément au Programme maritime national, la GRC :
 - a consulté Transports Canada ainsi que les conseillers et les instructeurs maritimes divisionnaires et a collaboré avec eux afin de prévenir tout effet négatif sur l'agrément de la formation.
- Pour gérer le risque posé par les événements liés aux changements climatiques (notamment les feux de forêt, les inondations et les ouragans) qui augmentent les pressions exercées sur les ressources contractuelles, la GRC :
 - a participé à des discussions dans l'ensemble du gouvernement fédéral afin de se préparer le mieux possible à des scénarios d'urgence nécessitant d'importantes ressources supplémentaires.
- Pour gérer le risque posé par des technologies désuètes (comme il a été établi à la suite de l'incident ayant causé des pertes massives en Nouvelle-Écosse en 2020), le Centre de services des systèmes de la Police opérationnelle :
 - a mené à bien un projet pilote relatif au nouveau système modernisé de répartition des postes de travail mobiles de la GRC, tout en appuyant le déploiement national d'une formation obligatoire pour tous les membres de première ligne.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 8 : Aperçu des ressources requises pour les Services de police contractuels et autochtones

Le tableau 8 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	2 288 328 129 \$	2 689 928 254 \$
Équivalents temps plein	18 816	18 796

La [section Finances de l'infographie de la GRC dans l'InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l'infographie de la GRC dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

▼ Analyse comparative entre les sexes Plus

En 2024-2025, la GRC :

- a consulté les intervenants autochtones afin d'intégrer les considérations autochtones dans le cadre du déploiement national des caméras d'intervention partout au Canada dans leurs collectivités;
- a continué de surveiller et d'évaluer la qualité des données sur la race selon la perception des policiers qui sont consignées dans les rapports sur le recours à la force de la GRC dans les emplacements pilotes, ainsi que d'appuyer le projet pilote de collecte de données sur la race;
- a veillé à ce qu'au moins 50 % des agents d'examen de l'équipe nationale d'examen par des agents indépendants soient des femmes;
- a organisé 2 ateliers de perfectionnement en leadership pour des groupes diversifiés de jeunes Canadiens de la 9e à la 11e année, 3 séances pour les policiers éducateurs de la GRC et 6 DiscussionsGRC;
- a accueilli 2 cohortes du Comité consultatif national sur la jeunesse, dans le but de comprendre les perspectives des jeunes et d'aider à créer du matériel didactique pour le Centre de prévention du crime chez les jeunes de la GRC;
- a reçu les commentaires de dirigeants autochtones avant de tenir 3 séances d'information sur le programme LifeSkills Training de Botvin, afin d'aider les animateurs à offrir le programme aux jeunes Autochtones;
- a mis de l'avant des services de police adaptés à la culture et tenant compte des traumatismes en élaborant de la formation, des possibilités d'apprentissage et des outils afin de veiller à ce que les membres de la GRC soient outillés pour reconnaître les besoins uniques des personnes exposées à diverses formes de violence et d'iniquités systémiques et y répondre adéquatement.

▼ Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et Objectifs de développement durable des Nations Unies

Vous trouverez de plus amples renseignements sur l'apport de la GRC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable dans notre [stratégie ministérielle de développement durable](#).

▼ Innovation

En 2024-2025, la GRC :

- a lancé le déploiement opérationnel national des caméras d'intervention chez les agents de police des services généraux de première ligne afin d'accroître la reddition de comptes au public et la confiance de celui-ci;

- a élaboré une nouvelle politique nationale régissant les examens par des agents indépendants, y compris un nouveau guide sur la façon de les amorcer et de les mener à bien;
- a réalisé des recensions des écrits, des analyses de l'environnement et des enquêtes externes auprès des services de police afin d'établir un programme fondé sur des données probantes que la GRC doit mettre à l'essai et d'améliorer la formation actuelle en matière de désamorçage et d'intervention en cas de crise, ce qui consiste notamment à mettre à jour le cadre d'intervention policière et de désamorçage;
- a acquis 2 nouveaux ceinturons de service pour les agents de première ligne qui répondaient aux spécifications de la GRC afin d'assurer la sécurité, le confort et la santé continue d'un effectif diversifié;
- a mené un processus d'approvisionnement complet visant à remplacer l'actuel Système automatisé de répartition par un nouveau système de nouvelle génération assurant une intégration et une interopérabilité améliorées;
- a amorcé la mise au point de la fonctionnalité 911 de prochaine génération dans l'actuel Système automatisé de répartition de la GRC;
- a procédé à l'essai réussi de la divulgation électronique dans le système gouvernemental manitobain à partir du Système national de gestion des dossiers de la GRC.

Répertoire des programmes

Les Services de police contractuels et autochtones sont appuyés par les programmes suivants :

- Services de police provinciaux et territoriaux
- Services de police municipaux
- Services de police autochtones
- Soutien aux opérations des Services de police contractuels et autochtones
- Mise sur pied de la force

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour la GRC sur la [page Résultats dans l'InfoBase du GC](#).

Services internes

▼ Dans la présente section

- [Description](#)
- [Progrès à l'égard des résultats](#)
- [Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus](#)
- [Marchés attribués à des entreprises autochtones](#)

Description

Les services internes désignent les activités et les ressources qui appuient un ministère dans son travail visant à remplir ses obligations générales et à exécuter ses programmes. Les dix catégories de services internes sont les suivantes :

- services de gestion et de surveillance;
- services de communication;
- services juridiques;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion des finances;
- services de gestion de l'information;
- services des technologies de l'information;
- services de gestion des biens immobiliers;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion des acquisitions.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente les mesures prises par le ministère pour atteindre les résultats et les cibles en ce qui a trait aux services internes.

Gestion générale et Contrôle

Gestion générale et Contrôle appuie les principales priorités de l'organisation en assurant la gestion financière, la comptabilité générale, les acquisitions, les services de biens immobiliers, les systèmes de gestion générale, le contrôle interne, les opérations comptables, les services internes de réinstallation et les services de politique financière. Il fournit également à l'organisation des services de centre stratégique en matière de gestion du matériel et des biens.

En 2024-2025, par l'intermédiaire de Gestion générale et Contrôle, la GRC :

- a accueilli un intégrateur de systèmes chargé d'appuyer l'agence à mesure qu'on mis à jour les solutions et les processus opérationnels afin d'en assurer l'harmonisation avec la fonction de contrôleur moderne;
- a élaboré un plan de décarbonisation du parc de véhicules opérationnels (véhicules conventionnels et véhicules de la sûreté et sécurité nationales), qui décrit les voies à suivre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre;
- a permis la modernisation stratégique des achats et des actifs grâce à l'acquisition d'équipements opérationnels essentiels (par exemple, véhicules tactiques, gilets pare-balles plus légers, avions à longue portée), à la mise en œuvre d'initiatives numériques clés avancées (par exemple, gestion des preuves numériques, cybercriminalité, solutions

en matière d'armes à feu), a soutenu la réconciliation économique en attribuant 10,8 % des contrats à des entreprises autochtones et a facilité la cession responsable des actifs mis hors service.

- a mis à jour la politique sur les cartes d'achat à l'appui de l'intendance des ressources et de la prise de décisions en la matière;
- a recueilli des données de vérification avant paiement qui serviront à évaluer les secteurs de risque, à traiter les cas de non-conformité et à signaler les types d'erreurs à la haute direction afin de contribuer à la détermination des aspects prioritaires à améliorer;
- a élaboré un tableau de bord grâce auquel la haute direction peut communiquer périodiquement les résultats du processus d'assurance de la qualité visant les paiements de la GRC et contribuer à améliorer les processus afin d'aider les cadres supérieurs à s'acquitter de leurs responsabilités et à respecter les politiques financières;
- révisé le cadre de contrôle interne de la gestion financière, modernisé le processus d'évaluation des risques afin de l'aligner sur les tendances actuelles et renforcé la communication avec la haute direction au sujet des responsabilités financières.
- a continué de faire progresser la gestion rentable du cycle de vie et l'intendance du portefeuille des biens immobiliers de la GRC, notamment par la mise en œuvre du modèle de gestion générale des locaux dans la région de la capitale nationale, ce qui se traduira par une utilisation plus efficace de l'espace et la réduction des coûts de fonctionnement au fil du temps;
- a avancé la durabilité, présentation au Parlement du premier rapport d'étape sur la stratégie ministérielle de développement durable de la GRC et mise à jour des objectifs pour 2025-2026
- a élaboré et mis en œuvre un cadre actualisé de gestion financière et de gestion des investissements;
- a mis l'accent sur la planification, la gouvernance et la surveillance des investissements grâce à la refonte du mandat du comité de gouvernance, à l'amélioration des rapports et des mises à jour sur les investissements, et à la transition vers un système financier nouveau;
- a mis en œuvre un système de rapports financiers Web utilisant la solution Entrepôt commercial, accessible aux ressources de la Gestion financière et à la haute direction, ce qui a permis un accès rapide aux rapports sur la situation financière afin de faciliter la prise de décisions;
- a appuyé diverses priorités du gouvernement, dont le Plan d'action Par-delà la frontière du Canada, la présidence du G7 en 2025 et les accords sur les services de police avec les provinces, les territoires et les municipalités;

Ressources humaines

Le Secteur des ressources humaines de la GRC est responsable de nombreux domaines qui appuient directement les services de police de première ligne, notamment la rémunération des employés, les prestations de soins de santé, la prévention du harcèlement et les programmes de respect en milieu de travail, l'administration des pensions, l'apprentissage et le perfectionnement, et les langues officielles. Les employés des Ressources humaines veillent à ce que la GRC soit un effectif moderne, motivé, sain, qualifié et productif, en offrant un environnement qui favorise l'apprentissage continu et aide à la prestation de services de police communautaires sécuritaires et de qualité.

En 2024-2025, le secteur des Ressources humaines :

- a mené un examen national de la sécurité, une initiative visant à déterminer les éléments de programme nécessaires à la prévention des blessures et des maladies en milieu de travail et à souligner la nécessité d'une plus grande responsabilisation systémique en matière de santé et de sécurité, laquelle sera mise en œuvre au cours des années à venir;
- a créé le projet DANCE (perfectionnement à l'emploi de candidats autistes et neurodivergents) afin de recruter et de maintenir en poste des candidats autistes et neurodivergents, dont les compétences sont des atouts nécessaires à l'appui du travail de la GRC;
- a soutenu les personnes sourdes et malentendantes en offrant des services virtuels d'interprétation en langue des signes sur demande au public et aux employés de la GRC afin d'améliorer l'accessibilité au profit des populations touchées;
- a élaboré l'initiative Espace positif afin de promouvoir un espace sécuritaire et accueillant pour l'ensemble du personnel, reconnaissant que les personnes appartenant à la communauté 2ELGBTQIA+ réalisent leur plein potentiel lorsqu'elles se sentent soutenues, libres d'être elles-mêmes et en mesure de réussir et de s'épanouir;
- a continué d'appliquer le Modèle de maintien de la diversité et de promotion des employés, en tenant 3 ateliers s'adressant aux employés racisés ou issus de la diversité, auxquels ont participé 84 personnes, dont des membres réguliers, des membres civils et des employés de la fonction publique;
- a continué de progresser vers l'élimination des obstacles auxquels se heurtent les groupes racisés et sous-représentés au sein de la GRC, en produisant 3 cohortes du Programme d'expérience précadet diversifié et inclusif, une initiative visant à créer un effectif représentatif des collectivités desservies par la GRC;
- a publié son rapport d'étape en matière d'accessibilité, qui présente une analyse des mesures prises à ce jour pour mettre en œuvre le Plan

en matière d'accessibilité de la GRC et qui comprend les points saillants et les résumés des démarches entreprises au cours de l'exercice précédent pour accroître l'équité et la responsabilisation envers les communautés des personnes en situation de handicap ou éprouvant des problèmes d'accessibilité, dont des employés de la GRC, mais aussi pour accroître leur confiance envers l'organisation;

- a lancé la Stratégie de lutte contre le racisme de la GRC afin de moderniser le processus de recrutement des membres réguliers, de mettre en œuvre des changements systémiques et d'élaborer un plan de communication pour veiller à ce que les employés soient représentatifs des collectivités desservies par la GRC.

Responsabilité professionnelle

Le Secteur de la responsabilité professionnelle est chargé d'assurer un leadership national en instaurant et en appuyant la vision de la GRC pour un régime de travail complet axé sur la responsabilité qui favorise la prise de décisions et un comportement professionnels, fondés sur des valeurs, dans toutes les catégories d'emploi. Le Secteur fait la promotion de l'enracinement des valeurs et de l'éthique dans tous les aspects de la prise de décisions et du comportement des employés de la GRC.

En 2024-2025, le Secteur de la responsabilité professionnelle :

- a modernisé le Guide des mesures disciplinaires afin de l'harmoniser avec les principes juridiques, les valeurs sociétales et les lois de la GRC en constante évolution, en y intégrant 5 principes disciplinaires fondamentaux, des directives détaillées concernant l'inconduite sexuelle et le harcèlement en milieu de travail, en clarifiant les attentes à l'égard des superviseurs, et en renforçant la responsabilisation, les valeurs fondamentales et la sécurité en milieu de travail;
- a créé en janvier 2025 l'équipe de liaison avec les personnes touchées, afin de soutenir les personnes, tant internes qu'externes, victimes d'inconduite sexuelle, de harcèlement ou de violence familiale pendant le cadre du processus du Code de conduite, en leur apportant un soutien inclusif et adapté aux traumatismes afin de réduire les dommages et les risques de retraumatisation, tout en favorisant la sécurité et la résilience;
- a élaboré une stratégie de communication multiforme comprenant : des communications internes aux employés sur la modernisation du Guide des mesures disciplinaires, la création d'un site SharePoint pour héberger le Guide des mesures disciplinaires modernisé et d'autres produits liés à la conduite, la participation à des assemblées publiques et au Comité pour un changement culturel holistique, la mise en place d'une formation virtuelle sur le Guide des mesures disciplinaires modernisé, et la sensibilisation et l'information de tous les employés et superviseurs afin de promouvoir une compréhension commune des

attentes en matière de conduite sur le lieu de travail et des conséquences d'une faute professionnelle.

- a produit et partagé 3 ressources avec tous les employés : le guide « Vivre nos valeurs », qui explique les valeurs fondamentales renouvelées à l'aide d'exemples pour différents rôles; le tableau de correspondance entre les valeurs fondamentales et le code de valeurs et d'éthique du secteur public, qui montre comment les valeurs de la GRC s'alignent sur celles du secteur public; et les cartes « Boussole des valeurs fondamentales », qui sont des cartes portables contenant un engagement personnel, des définitions des valeurs fondamentales et des questions de réflexion.

Réforme, Reddition de comptes et Culture

Établi en 2023-2024, le secteur Réforme, Reddition de comptes et Culture a pour mandat de formuler des conseils stratégiques et d'assurer la direction et la coordination des initiatives internes de changement de culture ainsi que des grandes initiatives de transformation et de renouvellement dans les 3 secteurs d'activité opérationnels de la GRC. Ce secteur fournit également un soutien administratif au Conseil consultatif de gestion de la GRC.

En 2024-2025, le Secteur Réforme, Reddition de comptes et Culture :

- a amélioré la transparence et la responsabilisation en créant la plateforme d'information sur les progrès réalisés par la GRC, qui permet à l'organisation de rendre compte publiquement de ses progrès liés à la mise en œuvre des recommandations de la Commission des pertes massives;
- a donné 4 séances d'information au Comité de suivi des progrès, un organisme indépendant chargé de surveiller les progrès qu'accomplissent les gouvernements du Canada et de la Nouvelle-Écosse en vue de mettre en œuvre les recommandations de la Commission des pertes massives;
- a dirigé les efforts visant à établir une capacité de base de mettre en œuvre les recommandations de la Commission des pertes massives au moyen d'une surveillance et d'une gouvernance accrues et par le renforcement de la capacité de gestion des urgences de la GRC;
- a mis sur pied le Comité spécial de la Commission des pertes massives de l'Association canadienne des chefs de police, qui permettra d'améliorer la collaboration à l'échelle de l'organisation et parmi tous les services de police canadiens afin de faire avancer la mise en œuvre des recommandations de la Commission des pertes massives;
- a offert des services de secrétariat professionnels au Conseil consultatif de gestion de la GRC, dont un soutien logistique, stratégique, administratif et analytique à l'exécution de son mandat : ainsi, le Conseil et ses sous-comités ont pu tenir un total combiné de

70 réunions et séances de mobilisation afin de traiter de divers sujets critiques et de prodiguer des conseils au commissaire de la GRC sur des enjeux complexes de réforme et de gouvernance;

- a fait avancer le travail d'élaboration d'un cadre de transition des services de police de la GRC vers d'autres services de police indépendants afin d'appuyer des transitions policières ordonnées et efficaces et, en collaboration avec Sécurité publique Canada, a assuré un leadership national relativement aux transitions policières actuelles, dont le changement de corps policier ayant compétence à Surrey, en Colombie-Britannique (maintenant le Service de police de Surrey) et la prestation d'une aide temporaire à Surrey par le service de police provincial de la GRC, l'affectation d'agents du Service de police de Grande Prairie au détachement municipal de la GRC à Grande Prairie, en Alberta, et la transition des services de police de l'Ouest de Terre-Neuve à la Force constabulaire royale de Terre-Neuve;
- a assuré l'élaboration et appuyé la mise en œuvre de multiples ententes uniques, comme des accords de prêt de véhicules, des accords de transfert d'équipement et des accords sur les niveaux de service, à l'appui des transitions policières;
- a dirigé des initiatives de mobilisation et d'analyse, notamment en établissant un comité consultatif sur la réforme des contrats auquel siègent des représentants divisionnaires, afin d'appuyer la prise de décisions du gouvernement concernant le renouvellement du Programme de la police contractuelle à l'expiration des actuels accords sur les services de police en 2032;
- a consulté les employés et les partenaires internes en vue de guider l'élaboration d'une stratégie sur la culture en milieu de travail à la GRC, ce qui comprend un cadre de mesure du rendement qui permet d'évaluer la culture au sein de la GRC en fonction des expériences vécues par les employés;
- a élargi le groupe de travail sur la mise en œuvre des recommandations du rapport Bastarache afin de faciliter la surveillance des progrès réalisés à cet égard et a entrepris des démarches pour élaborer un nouvel outil de suivi des progrès afin de rendre compte publiquement des réponses de la GRC, dans un souci d'action, de transparence et de responsabilisation;
- a dirigé des réunions mensuelles avec le Comité sur le changement global de culture afin d'harmoniser le travail entre les différents domaines du programme, de favoriser une meilleure collaboration et de cerner les occasions d'améliorer la mise en commun des renseignements;
- a renforcé la gouvernance interne et la capacité d'application de l'ACS Plus par le truchement du Centre d'expertise de l'ACS Plus, qui

offre un soutien et des conseils continus à diverses équipes et qui mise sur un réseau élargi de l'ACS Plus;

- a présenté des formations, des communications et des analyses ciblées et établi des coordonnateurs de l'ACS Plus dans l'ensemble des secteurs d'activité de la GRC afin d'appuyer davantage la prise de décisions fondées sur des données probantes et l'application répartie de l'ACS Plus à l'échelle de l'organisation;
- a commencé à travailler à l'établissement d'une fonction consacrée à la politique sur les crimes haineux afin d'appuyer les consultations du Groupe de travail sur les crimes haineux et du commissaire auprès de la grande communauté policière.

Politiques stratégiques, communications et relations extérieures

Le Secteur des politiques stratégiques, des communications et des relations extérieures de la GRC doit coordonner le programme de politique stratégique de la GRC, notamment en fournissant des conseils au sein de la GRC, au ministre et au gouvernement du Canada, en appuyant les processus de gouvernance et d'établissement de rapports de la GRC, en définissant et en appuyant les possibilités de mobilisation, ainsi qu'en dirigeant les communications nationales pour l'organisation.

En 2024-2025, le Secteur des politiques stratégiques, communications et relations extérieures :

- a renforcé la coordination et la prestation en temps opportun de conseils, d'analyses et de documents d'information pour appuyer les hauts fonctionnaires en augmentant la mobilisation au sein de l'organisation afin de veiller à ce que les commentaires et les messages de la GRC sur les priorités stratégiques soient pris en compte dans les discussions du Cabinet et des comités parlementaires;
- a simplifié la gouvernance de la GRC et la planification de son programme afin d'assurer, au sein de l'organisation, la prise de décisions transparentes et fondées sur des données probantes selon une approche structurée, coordonnée et ciblée qui tient compte des priorités et des enjeux organisationnels;
- a renforcé davantage son rôle de centre de décision stratégique et horizontal au sein de la GRC et a tissé de solides relations afin de veiller à ce que la voix de la GRC aux tables de décisions supérieures, tant à l'interne qu'à l'externe, corresponde aux intérêts stratégiques de l'ensemble de l'organisation;
- a réalisé une séance d'information technique nationale et une vidéo de démonstration et a élaboré un ensemble de produits de communication pour aider au déploiement national des caméras d'intervention;
- a souligné les jalons et les réalisations clés des femmes tout au long de l'histoire de la GRC, en appuyant des activités divisionnaires de

- reconnaissance du mérite et en préparant des événements spéciaux mettant en valeur les membres de la troupe 17;
- a dirigé l’élaboration et la promotion du nouveau plan stratégique de la GRC de manière à assurer la cohésion et l’harmonisation visuelle du design ainsi que la clarté et l’uniformité de la présentation afin d’appuyer la communication efficace des priorités de l’organisation;
 - a élaboré et mis à exécution une communication invitant la population canadienne à formuler des commentaires sur un plan stratégique visant à établir un forum multilatéral de la GRC sur la transparence et la confiance.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 9 : Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus en ce qui a trait aux services internes pour l’exercice

Le tableau 9 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	718 768 263 \$	944 839 931 \$
Équivalents temps plein	4 323	5 077

La [section Finances de l’infographie de la GRC dans l’InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l’infographie de la GRC dans l’InfoBase du GC](#) présente des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Marchés attribués à des entreprises autochtones

Chaque année, les ministères du gouvernement du Canada sont tenus d’attribuer au moins 5 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones.

Résultat de la GRC pour 2024-2025

Tableau 10 : Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones ¹

As shown in Table 10, RCMP awarded 10.80% of the total value of all contracts to Indigenous businesses for the fiscal year.

Indicateurs de rendement liés à l’attribution de marchés	Résultats 2024-2025
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones ² (A)	23 892 133,54 \$
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones et non autochtones ² (B)	560 220 087,30 \$

Indicateurs de rendement liés à l'attribution de marchés	Résultats 2024-2025
Valeur des exceptions approuvées par l'administrateur général/administratrice générale (C)	338 934 054,92 \$
Pourcentage de marchés attribués à des entreprises autochtones $[A / (B - C) \times 100]$	10,80 %

Tableau 10 notes

- 1

Le terme « marché » désigne un accord contraignant portant sur l'acquisition d'un bien, d'un service ou d'une construction, à l'exclusion des baux immobiliers. Il comprend les avenants aux marchés et les marchés conclus au moyen de cartes d'achat d'une valeur supérieure à 10 000,00 \$.
- 2

Aux fins de la cible d'un minimum de 5 %, les données présentées dans ce tableau reposent la définition d'une entreprise autochtone établie par Services aux Autochtones Canada, comme étant soit :

 - une entreprise dont le propriétaire-exploitant est un Aîné, un conseil de bande ou un conseil tribal;
 - une entreprise inscrite au Répertoire des entreprises autochtones;
 - une entreprise qui est inscrite à une liste d'entreprises bénéficiaires d'un traité moderne.

Les résultats de la recherche de la GRC sont fondés sur les renseignements saisis dans son système de gestion financière. L'exactitude des résultats repose sur celle des renseignements disponibles au moment où les recherches ont été effectuées.

Comprend les modifications de marchés et les marchés avec les entreprises autochtones qui ont été créés sous forme de document contractuel dans le système de gestion financière de la GRC. À la GRC, les marchés de moins de 10 000 \$ conclus conformément à la délégation du gestionnaire du Centre de responsabilité avec une carte d'achat ou au moyen d'un formulaire de bon de commande local avec paiement direct ne sont pas créés sous forme de document contractuel dans le système de gestion financière de la GRC et ne peuvent donc pas faire l'objet d'un suivi par rapport aux objectifs.

Comprend les modifications de marchés et les marchés qui ont été créés sous forme de document contractuel dans le système de gestion financière de la GRC.

Dans le cadre du plan d'approvisionnement de la GRC auprès des entreprises autochtones pour 2024-2025, 5 groupes de produits ont été désignés à titre d'exceptions approuvées par l'administrateur général parce que l'analyse des données avait fait conclure à l'absence de possibilité d'attribuer des marchés aux entreprises autochtones d'après

les contraintes obligatoires, stratégiques ou réglementaires existantes. Les 5 groupes de produits étaient : les services de gardes; les munitions et les armes; le parc automobile terrestre, la flotte maritime et la flotte aérienne; les services des sciences judiciaires et de l'identité; les communications radio.

En 2024-2025, les équipes de l'approvisionnement et de la passation de marchés de la GRC, en partenariat avec les propriétaires d'entreprise, ont fait progresser l'approvisionnement autochtone :

- en utilisant, dans la mesure du possible, des marchés réservés aux entreprises autochtones;
- en incluant des plans de participation autochtone dans les principaux approvisionnements;
- en incluant, dans la mesure du possible, les fournisseurs autochtones dans les listes de sélection lors de l'utilisation de mécanismes d'approvisionnement créés par Services publics et Approvisionnement Canada;
- en exigeant que les considérations autochtones soient prises en compte dans le cadre des décisions relatives à l'élaboration de la stratégie, et que cela soit par la suite consigné dans le dossier d'approvisionnement.

Dans son Plan ministériel pour 2025-2026, la GRC prévoyait que, d'ici la fin de l'exercice 2024-2025, il aurait attribué 5 % de la valeur totale de ses marchés à des entreprises autochtones.

La GRC a poursuivi son engagement en faveur de la réconciliation socioéconomique en faisant progresser ses efforts pour cultiver un processus d'approvisionnement culturellement inclusif qui reconnaît l'importance de la culture :

- en encourageant les dirigeants de la GRC à participer à des activités d'apprentissage annuelles;
- en élaborant et en mettant en place un tableau de bord interactif sur l'approvisionnement auprès des entreprises autochtones qui s'appuie sur des données en temps réel pour fournir des renseignements opportuns et exploitables permettant de suivre tout au long de l'année les progrès de l'organisation vers l'atteinte ou le dépassement de la cible;
- en assurant une surveillance accrue des considérations autochtones dans les marchés publics grâce à des examens supplémentaires d'assurance de la qualité pour les dossiers dans les régions faisant l'objet d'une revendication territoriale globale et dans la région du Nunavut.

Dépenses et ressources humaines

▼ Dans la présente section

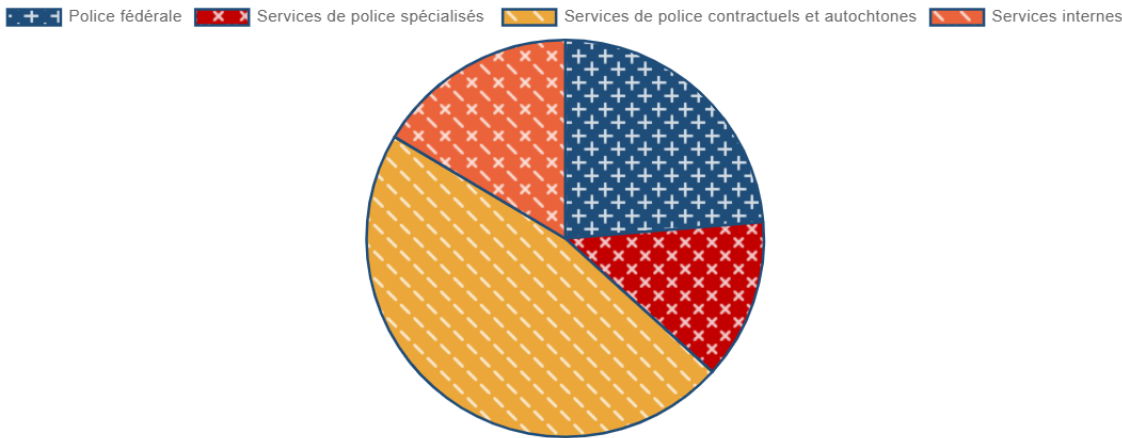
- [Dépenses](#)
- [Financement](#)
- [Faits saillants des états financiers](#)
- [Ressources humaines](#)

Dépenses

Cette section présente un aperçu des dépenses prévues et réelles du ministère de 2022-2023 à 2027-2028.

Graphique 1 : Dépenses réelles par responsabilité essentielle en 2024-2025

Le graphique 1 montre les que le ministère a engagées en 2024-2025 pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.



► Version textuelle du graphique 1

▼ Analyse des dépenses réelles par responsabilité essentielle

Par rapport à 2023-2024, les dépenses sur 12 mois de la GRC ont augmenté de 601 millions de dollars.

Comparativement aux dépenses prévues incluses dans le Plan ministériel de 2024-2025, dans le cadre de leurs responsabilités principales, la Police fédérale, les Services de police contractuels et autochtones et les Services internes ont engagé des dépenses supplémentaires liées aux accords de compensation, en plus de l'expansion des activités prévues dans le mandat comme la présidence canadienne du Sommet du G7 et le Plan frontalier du Canada. De plus, toutes les responsabilités principales de la Police fédérale, des Services de police spécialisés et des Services de police contractuels et autochtones ont connu des hausses importantes par rapport aux dépenses de l'exercice précédent en matière de santé et d'invalidité attribuables aux paiements visant à indemniser les membres de la GRC pour les blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions ainsi qu'aux prestations de soins de santé et dentaires.

La responsabilité principale de la Police fédérale a augmenté d'une année à l'autre et par rapport aux dépenses prévues en raison de la présidence canadienne du Sommet du G7, du Plan frontalier du Canada et de l'augmentation de l'empreinte internationale de la GRC pour les opérations de maintien de la paix.

La responsabilité principale des Services de police contractuels et autochtones a augmenté d'une année à l'autre et par rapport aux dépenses prévues, en raison des dépenses associées au financement approuvé en cours d'exercice pour les services de police contractuels et pour appuyer le Programme des services de police des Premières Nations et des Inuits.

Pour ce qui est de la responsabilité essentielle que sont les Services de police spécialisés, si l'on exclut les points susmentionnés, il y a eu des retards dans le processus de signature des accords de contribution sur les armes à feu avec les provinces participantes. Par conséquent, à la fin de l'exercice, les dépenses au titre de cette responsabilité essentielle étaient inférieures aux dépenses prévues et à celles de l'exercice 2023-2024. Toutefois, ces diminutions ont été partiellement compensées par des augmentations d'une année à l'autre et par rapport aux dépenses prévues en ce qui a trait aux initiatives nouvelles et récemment approuvées, comme le Plan frontalier du Canada et le Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut, pour appuyer la délivrance d'avis aux propriétaires d'armes à feu individuels, ainsi que la collecte et la vérification dans chaque division.

Enfin, en ce qui concerne les Services internes, l'augmentation d'une année à l'autre, ainsi que les augmentations par rapport aux dépenses prévues, sont attribuables à un financement supplémentaire approuvé en

cours d'exercice à l'appui des programmes susmentionnés.

Recentrer les dépenses gouvernementales

Dans le budget de 2023, le gouvernement s’est engagé à réduire ses dépenses de 14,1 milliards de dollars sur 5 ans à compter de 2023-2024, et de 4,1 milliards chaque année par la suite.

Dans le cadre du respect de cet engagement, la GRC a identifié les réductions des dépenses suivantes.

- 2024-2025: 24 811 546 \$
- 2025-2026: 31 401 484 \$
- 2026-2027: 33 724 610 \$
- 2027-2028: 39 709 990 \$
- 2028-2029: 42 625 325 \$
- 2029-2030 et exercices suivants : 41 736 500 \$

Au cours de l'exercice 2024-2025, la GRC s'est efforcé à réduire ses dépenses grâce aux mesures suivantes :

- Réduction des déplacements et des services professionnels
- Amélioration de la gestion des locaux de la GRC
- Réduction des dépenses liées aux opérations internationales de maintien de la paix et de paix

La majorité des dépenses de la GRC liées aux déplacements et aux services professionnels sont non discrétionnaires, car elles soutiennent directement les opérations policières. Bien que des efforts considérables aient été déployés pour réduire au minimum les déplacements discrétionnaires et maximiser l'utilisation des technologies virtuelles, certains secteurs de l'organisation n'ont pas été en mesure de réaliser les économies prévues. La GRC continuera de se concentrer sur la réduction des dépenses liées aux déplacements et aux services professionnels, le cas échéant.

Des mesures d'efficacité liées à l'hébergement ont été mises en place et ont permis de réaliser des économies ciblées au cours de l'exercice financier. À l'avenir, la GRC continuera de mettre en œuvre des mesures visant à réduire les dépenses liées à l'hébergement.

Sommaire du rendement budgétaire

Tableau 11 : Dépenses réelles de 3 exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau 11 montre l’argent que la GRC a dépensé au cours de chacun des 3 derniers exercices pour s’acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2024-2025	Autorisations totales pouvant être utilisées pour 2024-2025	Dépenses réelles de trois exercices (autorisations utilisées)
Police fédérale	1 142 660 730	1 337 221 422	• 2022-2023 : 1 349 445 572 • 2023-2024 : 1 161 734 103 • 2023-2025 : 1 359 848 694
Services de police spécialisés	697 998 977	826 189 541	• 2022-2023 : 693 345 200 • 2023-2024 : 758 610 631 • 2023-2025 : 749 755 014
Services de police contractuels et autochtones	2 288 328 129	2 852 577 759	• 2022-2023 : 2 994 507 689 • 2023-2024 : 2 403 919 443 • 2023-2025 : 2 689 928 254
Total partiel	4 128 987 836	5 015 988 722	• 2022-2023 : 5 037 298 461 • 2023-2024 : 4 324 264 178 • 2023-2025 : 4 799 531 962
Services internes	718 768 263	966 809 643	• 2022-2023 : 770 140 621 • 2023-2024 : 819 034 332 • 2023-2025 : 944 839 931
Total	4 847 756 099	5 982 798 365	• 2022-2023 : 5 807 439 082 • 2023-2024 : 5 143 298 509 • 2023-2025 : 5 744 371 893

▼ Analyse des dépenses des trois derniers exercices

Au début de l'exercice 2024-2025, les dépenses prévues de la GRC s'élevaient à 4 848 millions de dollars. Un financement supplémentaire de 1 135 millions de dollars provenant du budget supplémentaire des dépenses, des ajustements de la rémunération et des reports ont porté le total des autorisations pour 2024-2025 à 5 983 millions de dollars. Voici quelques-uns des principaux éléments approuvés en cours d'exercice, mais non inclus dans le Plan ministériel :

- un financement supplémentaire de 515 millions de dollars pour les dépenses directes des services de police contractuels;
- un financement pour les ajustements de la rémunération (210 millions de dollars), les reports de budget (175 millions de dollars), et;
- un financement en cours d'exercice de 147 millions de dollars pour de nouvelles initiatives, notamment le financement d'amorçage lié à la présidence du G7 par le Canada, la modernisation du réseau de la GRC, la protection des personnalités publiques et des institutions démocratiques, ainsi que le Programme d'indemnisation pour les armes à feu.

Les dépenses réelles totales pour 2024-2025 (5 744 millions de dollars) ont été inférieures de 238 millions de dollars au total des autorisations disponibles à la fin de l'exercice 2024-2025. Cet excédent comprend principalement 100 millions de dollars de fonds gelés pour des remaniements approuvés et prévus, 94 millions de dollars qui seront gérés par le report du budget de fonctionnement (15 millions de dollars) et le report du budget d'investissement (78 millions de dollars) et le processus de crédit pour la cession d'immobilisations (1 million de dollars), et 44 millions de dollars liés à des montants non admissibles au report et tombés en désuétude dans le cadre financier. Une partie importante des fonds reportés ou réaffectés est destinée à des initiatives spécifiques, dont certaines font l'objet d'allocations à des fins particulières qui ne peuvent être réaffectées au sein de l'organisation.

Par rapport au Plan ministériel 2024-2025, la GRC a engagé des dépenses supérieures de 897 millions de dollars aux dépenses prévues. La majeure partie de ces dépenses supplémentaires peut être attribuée à ce qui suit :

- Des dépenses de fonctionnement de 756 millions de dollars, des dépenses en immobilisations de 96 millions de dollars et des dépenses législatives de 54 millions de dollars étaient liées à la croissance des programmes en 2024-2025. Cette comprend les dépenses liées à la croissance au titre des services de police contractuels, le travail préparatoire en vue de la présidence du G7 par le Canada, les ajustements supplémentaires de la rémunération et le renforcement des mesures de sécurité frontalière.
- Les dépenses en santé et invalidité (5 millions de dollars) et les dépenses en subventions et contributions (4 millions de dollars) étaient inférieures aux dépenses prévues.

Comparativement aux dépenses de l'exercice précédent, la GRC a dépensé 601 millions de dollars de plus en 2024-2025 qu'en 2023-2024, ce qui peut s'expliquer par :

- Augmentations liées au paiement des prestations d'invalidité pour indemniser les membres de la GRC pour les blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que les coûts supplémentaires de santé des membres et les dépenses supplémentaires pour la croissance des programmes au sein des Services de police contractuels et autochtones, les travaux préparatoires pour la présidence canadienne du Sommet du G7 et les ajustements de compensation supplémentaires liés au Plan frontalier du Canada.

La section Finances de [l'infographie pour la GRC sur l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements financiers plus détaillés des exercices précédents.

Tableau 12: Dépenses prévues au cours des 3 prochains exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau 12 présente les dépenses prévues de la GRC au cours de 3 prochains exercices relativement à ses responsabilités essentielles et à ses services internes.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses prévues 2025-2026	Dépenses prévues 2026-2027	Dépenses prévues 2027-2028
Police fédérale	1 550 889 261	1 342 740 350	1 346 126 369
Services de police spécialisés	815 608 561	704 427 233	692 209 176
Services de police contractuels et autochtones	2 813 014 769	3 067 522 650	3 128 905 407
Total partiel	5 179 512 591	5 114 690 233	5 167 240 952
Services internes	896 905 087	836 712 454	826 250 814
Total	6 076 417 678	5 951 402 687	5 993 491 766

▼ Analyse des dépenses des trois prochains exercices

Les dépenses nettes prévues de la GRC pour 2025-2026 s’élèvent à 6 076 millions de dollars, répartis entre ses 3 responsabilités essentielles et ses Services internes. De cette somme, 2 813 millions de dollars sont consacrés aux Services de police contractuels et autochtones, qui fournissent des services de police aux provinces, aux territoires et aux municipalités dans le cadre d’accords sur les services de police et d’accords tripartites. Un montant supplémentaire de 1 551 millions de dollars est consacré aux ressources de la Police fédérale, qui englobent toutes les activités liées au mandat fédéral, ainsi que les opérations policières internationales. En outre, 816 millions de dollars sont destinés à appuyer les fonctions des Services de police spécialisés qui sont essentielles pour assurer l’efficacité de services de police fondés sur le renseignement. Enfin, un montant de 897 millions de dollars en dépenses prévues est lié aux Services internes qui appuient les opérations policières.

Les dépenses prévues pour 2025-2026 se font l’écho des montants présentés dans le Budget principal des dépenses de 2025-2026, ce qui représente une augmentation de 1 229 millions de dollars (ou 25,3 %) par rapport à celui de 2024-2025.

La croissance des dépenses prévues pour 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028 par rapport au Plan ministériel 2024-2025 (4 848 millions de dollars) est attribuable à une augmentation au titre des Services de police contractuels et autochtones, en raison d’un financement supplémentaire destiné à accroître le niveau de financement précédemment approuvé en

2019-2020. De plus, il y a des hausses liées aux régimes de rémunération et d'avantages sociaux des employés, ainsi qu'à des initiatives gouvernementales nouvelles ou renouvelées, comme le financement pour la présidence du G7 par le Canada, le Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut et l'entrée en vigueur des dispositions législatives sur les armes à feu qui visent à lutter contre les crimes commis à l'aide d'armes à feu, l'amélioration de l'intégrité des frontières, la modernisation de l'infrastructure du réseau numérique de la GRC, la protection accrue des personnalités publiques et des institutions démocratiques, la lutte contre la haine, la sécurité en ligne, les ressources supplémentaires à l'appui de la Commission des pertes massives, ainsi que l'ingérence étrangère (activités hostiles parrainées par des États). La GRC reçoit également des fonds accrus à l'appui du Programme d'habilitation de sécurité en matière de transport.

La diminution identifiée pour 2026-2027 est liée à des initiatives pour lesquelles le financement arrive à échéance, comme la présidence canadienne du Sommet du G7 et le Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut.

Les augmentations des biens et services attribuables à l'inflation ont toujours une incidence sur le coût des activités relevant du mandat. La GRC continue d'adapter ses opérations afin d'offrir ses services aux Canadiens et aux forces de l'ordre, tout en maintenant des conditions de travail sécuritaires pour ses employés.

La section Finances de [l'infographie pour la GRC sur l'InfoBase du GC section](#) présente des renseignements financiers plus détaillés liés à des exercices futurs.

Tableau 13 : Sommaire des dépenses budgétaire brutes réelles (en dollars)

Le tableau 13 fait le rapprochement des dépenses brutes prévues et des dépenses nettes pour 2024-2025.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses brutes réelles 2024-2025	Revenus réels affectés aux dépenses 2024-2025	Dépenses nettes réelles (autorisations utilisées) 2024-2025
Police fédérale	1 360 129 756	(281 062)	1 359 848 694
Services de police spécialisés	784 161 459	(34 406 445)	749 755 014
Services de police contractuels et autochtones	4 968 123 786	(2 278 195 532)	2 689 928 254
Total partiel	7 112 415 001	(2 312 883 039)	4 799 531 962

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses brutes réelles 2024-2025	Revenus réels affectés aux dépenses 2024-2025	Dépenses nettes réelles (autorisations utilisées) 2024-2025
Services internes	958 940 501	(14 100 570)	944 839 931
Total	8 071 355 502	(2 326 983 609)	5 744 371 893

▼ Analyse du sommaire des dépenses budgétaire brutes réelles

Les dépenses brutes réelles de la GRC en 2024-2025 s'élevaient à 8 071 millions de dollars, et la GRC a obtenu 2 327 millions de dollars en recettes nettes en vertu d'un crédit, pour des dépenses nettes totales de 5 744 millions de dollars. Les recettes nettes en vertu d'un crédit sont principalement liées à la prestation de services de police contractuels pour le recouvrement des coûts admissibles auprès des administrations contractantes, conformément aux accords sur les services de police. La GRC a également perçu des recettes réelles non applicables à un crédit pour la prestation de services de police contractuels. Des recettes nettes en vertu d'un crédit sont également perçues pour la gestion du régime de retraite de la GRC, l'analyse d'ADN dans le cadre d'accords sur les analyses biologiques avec les provinces et les territoires, et la formation dispensée par le Collège canadien de police aux partenaires nationaux et internationaux.

Le Plan ministériel de la GRC prévoyait des autorisations de recettes nettes en vertu d'un crédit de 2 063 millions de dollars en 2024-2025, et les recettes nettes en vertu d'un crédit effectivement perçues ont atteint 2 327 millions de dollars.

Les recettes nettes en vertu d'un crédit perçues en 2024-2025 ont augmenté de 191 millions de dollars (ou 9 %) par rapport à 2023-2024 et ont dépassé les dépenses prévues de 264 millions de dollars (ou 13 %) en 2024-2025 principalement en raison de la croissance en cours d'exercice des Services de police contractuels.

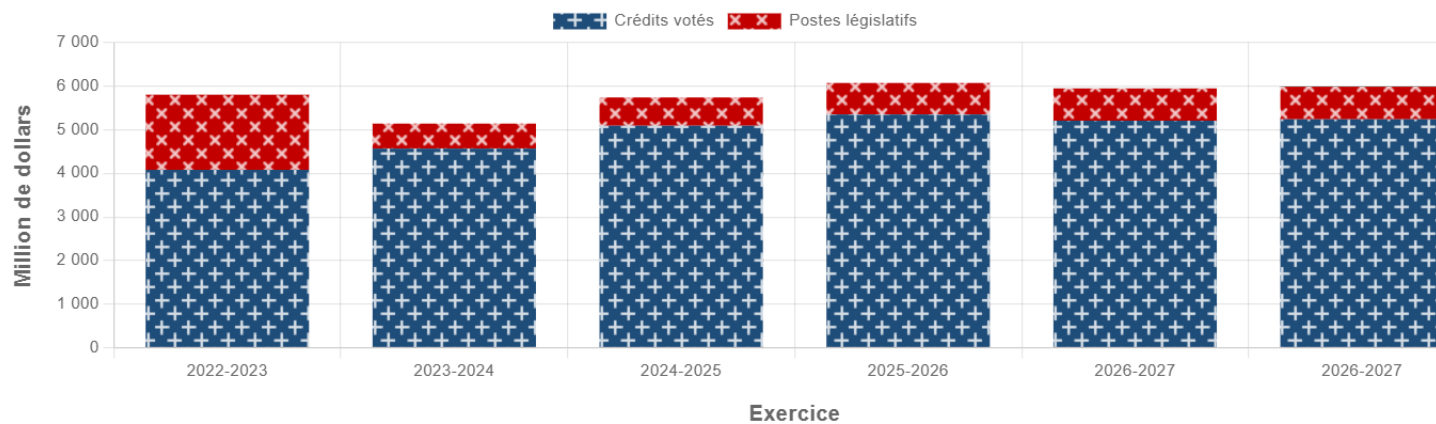
La section Finances de [l'infographie pour la GRC sur l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements sur l'harmonisation des dépenses de la GRC avec les dépenses et les activités du gouvernement du Canada.

Financement

Cette section présente un aperçu du financement voté et législatif du ministère par rapport à ses responsabilités essentielles et à ses services internes. Consultez la page sur les [budgets et dépenses du gouvernement du Canada](#) pour obtenir de plus amples renseignements sur les autorisations de financement.

Graphique 2 : Financement approuvé (législatif et voté) pour une période de 6 exercices

Chart 2 summarizes the department's approved voted and statutory funding from 2022-23 to 2027-28.



► Version texte du graphique 2

▼ Analyse du financement législatif et voté pour une période de 6 exercices

Ces dernières années, d’importants ajustements économiques de nature exceptionnelle se sont répercutés sur les dépenses globales de la GRC. Au cours de l’exercice 2022-2023, un ajustement actuariel de 1 220 millions de dollars (qui a lieu aux 3 ans) au régime de retraite de la GRC a été traité en vue de l’élimination d’un déficit actuariel relevé dans le 20e Rapport actuariel sur le régime de retraite de la GRC (en date du 31 mars 2021) réalisé par le Bureau du surintendant des institutions financières.

Les coûts organisationnels ont continué à augmenter en raison de la mise en œuvre d’initiatives nouvellement approuvées, de l’augmentation des coûts des prestations de soins de santé des membres réguliers et de la hausse des coûts des biens et services attribuable à l’inflation.

Les paiements de transfert ont diminué en 2024-2025 par rapport aux années précédentes en raison d'un changement dans la déclaration des prestations d'invalidité pour indemniser les membres de la GRC pour les blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions. À compter de 2024-2025, ces dépenses se voient attribuer un code qui correspond à un nouveau crédit pour les prestations de soins de santé et d'invalidité et elles sont maintenant considérées comme des dépenses de fonctionnement.

On prévoit une augmentation importante des autorisations pour 2025-2026, en partie en raison du financement récemment approuvé à l'appui des services de police contractuels ainsi que des besoins ponctuels relatifs à la présidence du G7 par le Canada. De plus, le financement et les dépenses à court terme du Programme d'indemnisation pour les armes à feu prendront entraînera une variabilité supplémentaire.

Au cours des dernières années, les investissements de la GRC ont connu une variabilité, principalement en raison de problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement et des augmentations inflationnistes. En 2024-2025, la GRC a continué à rattraper le retard en matière d'investissements causé par les problèmes de chaîne d'approvisionnement, comme en témoigne l'augmentation des dépenses de 31 millions de dollars (soit 11 %) en 2024-2025 par rapport à 2023-2024.

Consultez les [Comptes publics du Canada](#) pour en savoir plus sur les dépenses votées et législatives de la GRC.

Faits saillants des états financiers

Les [états financiers](#) (non audités) de la GRC pour l'exercice terminé le 31 mars 2025.

La GRC utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour l'établissement et la présentation de ses états financiers annuels, qui font partie du processus de rapport sur les résultats ministériels. Toutefois, les autorisations de dépenses présentées dans les sections précédentes du présent rapport demeurent fondées sur les dépenses. La note 3 des [états financiers](#), « Autorisations parlementaires », présente un rapprochement entre les méthodes de présentation de rapports financiers.

Tableau 14 : État condensé des résultats (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 (en dollars)

Le tableau 14 résume les charges et les revenus pour 2024-2025 qui affectent le coût de fonctionnement avant le financement du gouvernement et les transferts.

Renseignements financiers	Résultats réels 2024-2025	Résultats prévus 2024-2025	Différence (réels moins prévus)
Total des charges	8 450 771 000	7 338 273 000	1 112 498 000
Total des revenus	2 345 762 000	2 192 409 000	153 353 000
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	6 105 009 000	5 145 864 000	959 145 000

▼ Analyse des charges et des revenus pour 2024-2025

Les dépenses réelles pour l'exercice 2024-2025 se sont élevées à 8 451 millions de dollars, comparativement aux dépenses prévues de 7 338 millions de dollars. Les dépenses réelles ont dépassé les prévisions de 1 113 millions de dollars (ou 15,2 %) en raison des fonds reçus après la finalisation des résultats prévus pour 2024-2025.

Cette différence est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- le financement supplémentaire destiné à faire face à la croissance du programme des services de police contractuels et autochtones, à l'expansion des opérations de protection de la GRC et au financement à l'appui du Programme canadien des armes à feu
- les rémunérations supplémentaires et les rajustements réglementaires

Les recettes réelles pour l'exercice 2024-2025 se sont élevées à 2 346 millions de dollars, contre des recettes prévues de 2 192 millions de dollars. Les recettes réelles ont été supérieures de 153 millions de dollars (ou 7 %) aux prévisions.

La différence est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- des recettes plus élevées que prévu pour les services de police contractuels, principalement en raison de l'augmentation des taux de rémunération des membres réguliers à la suite de la signature de conventions collectives après la finalisation des résultats prévus pour 2024-2025

Les renseignements sur les résultats prévus pour 2024-2025 proviennent de [l'état des résultats prospectif et les notes de 2024-2025](#) de la GRC.

Tableau 15 : État condensé des résultats (non audité) pour les exercices 2023-2024 et 2024-2025

Le tableau 15 résume les charges et les revenus réels et montre le coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts.

Renseignements financiers	Résultats réels 2024-2025	Résultats réels 2023-2024	Différence (2024-2025 moins 2023-2024)
Total des charges	8 450 771 000	7 632 701 000	818 070 000
Total des revenus	2 345 762 000	2 213 643 000	132 119 000
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	6 105 009 000	5 419 058 000	685 951 000

▼ Analyse des différences de charges et de revenus entre 2023-2024 et 2024-2025

Les dépenses totales pour l'exercice 2024-2025 se sont élevées à 8 451 millions de dollars, soit une augmentation de 818 millions de dollars (ou 10,7 %) par rapport aux dépenses totales de l'exercice précédent, qui s'élevaient à 7 633 millions de dollars.

Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- une augmentation de 468 millions de dollars des salaires et traitements, principalement due à la hausse des taux de rémunération des membres réguliers, des membres civils et des employés de la fonction publique, ainsi qu'à l'augmentation globale du nombre d'employés
- une augmentation de 195 millions de dollars des avantages sociaux des employés, principalement due aux coûts supplémentaires liés aux indemnités versées aux membres de la GRC pour les blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions

Le total des revenus (déduction faite des revenus gagnés pour le compte du gouvernement) pour l'exercice 2024-2025 s'est élevé à 2 346 millions de dollars, soit une augmentation de 132 millions de dollars (ou 6 %) par rapport au total des revenus de l'exercice précédent, qui s'élevait à 2 214 millions de dollars. Le total des revenus pour l'exercice 2024-2025, qui s'élève à 2 346 millions de dollars, comprend le total des revenus bruts de 3 439 millions de dollars, moins les revenus gagnés pour le compte du gouvernement de 1 093 millions de dollars, principalement liés aux services de police.

Cette augmentation est principalement attribuable à :

- une augmentation de 127 millions de dollars des revenus provenant des services de police contractuels. L'augmentation des salaires et la croissance des programmes ont entraîné une hausse des revenus provenant des partenaires contractuels

La note 19 des états financiers, intitulée « Informations sectorielles », fournit des informations détaillées par grand poste de dépenses et de revenus et par responsabilité principale.

Tableau 16 : État condensé de la situation financière (non audité) au 31 mars 2025 (en dollars)

Le tableau 16 fournit un résumé des montants que le ministère doit ou doit dépenser (passifs) et de ses ressources disponibles (actifs), ce qui aide à déterminer la capacité du ministère à mettre en œuvre des programmes et des services.

Renseignements financiers	Exercice en cours 2024-2025	Exercice précédent 2023-2024	Différence (2024-2025 moins 2023-2024)
Total des passifs nets	1 574 171 000	1 437 469 000	136 702 000
Total des actifs financiers nets	1 349 432 000	1 295 237 000	54 195 000
Dette nette du ministère	224 739 000	142 232 000	82 507 000
Total des actifs non financiers	2 463 999 000	2 310 317 000	153 682 000
Situation financière nette du ministère	2 239 260 000	2 168 085 000	71 175 000

▼ Analyse du passif et de l'actif du département depuis le dernier exercice fiscal

Au 31 mars 2025, le total des passifs nets s'élevait à 1 574 millions de dollars, soit une augmentation de 137 millions de dollars (ou 9,5 %) par rapport au total des passifs nets de l'année précédente, qui s'élevait à 1 438 millions de dollars.

L'augmentation du passif net est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- une augmentation de 67 millions de dollars des comptes créditeurs et des charges à payer, en raison du calendrier des paiements et d'une augmentation des achats visant à répondre aux besoins opérationnels, y compris les dettes liées aux mesures de sécurité pour l'accueil du sommet des dirigeants du G7 qui ont été engagées à la fin de l'exercice 2024-2025 et réglées en 2025-2026
- une augmentation de 26 millions de dollars des indemnités de vacances et des congés compensatoires et une augmentation de 27 millions de dollars des avantages sociaux futurs des employés, en raison de l'augmentation des taux de rémunération

Le total des actifs (y compris les actifs financiers et non financiers) au 31 mars 2025 s'élevait à 3 813 millions de dollars, soit une augmentation de 208 millions de dollars (ou 5,8 %) par rapport au total des actifs de l'année précédente, qui s'élevait à 3 606 millions de dollars.

L'augmentation du total des actifs est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- une augmentation de 146 millions de dollars des immobilisations corporelles, principalement due à l'acquisition de véhicules routiers et d'ouvrages et d'infrastructures, ainsi qu'à une augmentation des immobilisations en cours, principalement pour la construction et l'amélioration de bâtiments et de détachements
- une augmentation de 77 millions de dollars des créances sur le Trésor consolidé due à des différences temporelles liées à diverses transactions
- une diminution de 24 millions de dollars des comptes débiteurs et des avances, principalement attribuable au recouvrement de factures de salaires rétroactifs par des partenaires contractuels.

Ressources humaines

Cette section présente un aperçu des ressources humaines réelles et prévues du ministère pour la période de 2022-2023 à 2027-2028.

Tableau 17 : Ressources humaines réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes

Le tableau 17 présente un résumé des ressources humaines, en équivalents temps plein, qui sont associées aux responsabilités essentielles et aux services internes de la GRC pour les 3 derniers exercices.

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels 2022-2023	Équivalents temps plein réels 2023-2024	Équivalents temps plein réels 2024-2025
Police fédérale	4 971	5 037	5 311
Services de police spécialisés	3 764	3 828	4 066
Services de police contractuels et autochtones	18 289	18 313	18 796
Total partiel	27 024	27 178	28 173
Services internes	4 391	4 642	5 077
Total	31 415	31 820	33 250

▼ Analyse des ressources humaines des trois derniers exercices

En 2024-2025, les équivalents temps plein ont augmenté de 1 430 équivalents temps plein (environ 4,0 %) par rapport à l'exercice précédent. Par comparaison, la GRC a dépassé de 866 équivalents temps plein (18 %) le nombre prévu d'employés selon le Plan ministériel 2024-2025.

Dépôt visait à accueillir 40 troupes de 24 cadets pour 2022-2023, ainsi que 4 troupes d'agents de police expérimentés. À la fin de 2022-2023, 28 troupes (593 cadets) et 3 troupes d'agents de police expérimentés avaient réussi le programme de la Division Dépôt. En 2023-2024, la Division Dépôt prévoyait ajouter 32 troupes de 24 cadets et 8 troupes d'agents de police expérimentés. À la fin de 2023-2024, 32 troupes (864 cadets) avait réussi le programme de la Division Dépôt. De plus, la Division Dépôt a recruté 8 troupes d'agents de police expérimentés pendant cet exercice.

Dépôt visait à accueillir 40 troupes de 32 cadets pour 2024-2025, ainsi que 8 troupes d'agents de police expérimentés (APE). Au 31 mars 2025, 19 des 40 troupes avaient obtenu leur diplôme. Les autres troupes qui ont commencé au cours de l'exercice 2024-2025 obtiendront leur diplôme entre le 1er avril et le 29 septembre 2025.

Il y a 19 116 membres réguliers équivalents temps plein comparativement à 18 919 équivalents temps plein en 2023-2024. La GRC poursuit son engagement à embaucher divers talents pour soutenir les services de police modernes, et des travaux sont en cours pour moderniser le processus d'évaluation des candidats à l'appui de cet engagement. De 2023-2024 à 2024-2025, la Division Dépôt a augmenté le nombre de cadets admis, passant de 370 équivalents temps plein à 492 équivalents temps plein respectivement.

Le nombre de membres civils continue de diminuer. Il y a 2 394 équivalents temps plein comparativement à 2 500 équivalents temps plein en 2023-2024, en raison de l'attrition, puisque la dotation de nouveaux membres civils a cessé. À mesure que les membres civils actuels quittent la GRC, ces postes sont pourvus par des employés de la fonction publique.

Le nombre d'employés de la fonction publique continue d'augmenter en raison de la dotation en personnel liée à la mise en œuvre continue d'initiatives déjà approuvées, de nouvelles initiatives à l'appui de l'engagement de la GRC à l'égard de la modernisation, ainsi que des conversions de membres civils.

Tableau 18: Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes

Le tableau 18 présente les équivalents temps plein prévus pour les responsabilités essentielles et les services internes de la GRC au cours des 3 prochains exercices. Les ressources humaines pour l'exercice en cours sont prévues en fonction des données de l'exercice à ce jour.

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus en 2025-2026	Équivalents temps plein prévus en 2026-2027	Équivalents temps plein prévus en 2027-2028
Police fédérale	5 165	5 261	5 266
Services de police spécialisés	4 177	4 139	4 134
Services de police contractuels et autochtones	19 168	19 392	19 469
Total partiel	28 510	28 792	28 869
Services internes	4 566	4 688	4 763
Total	33 076	33 480	33 632

▼ Analyse des ressources humaines pour les trois prochains exercices

La GRC prévoit que le nombre d'équivalents temps plein restera relativement stable, avec de légères augmentations au cours des prochaines années.

Le dépôt prévoit d'augmenter le nombre de promotions régulières (groupes de 32 cadets) et d'élargir le programme des policiers expérimentés pour 2025-2026. Des facteurs tels que l'évolution de la nature de la criminalité font en sorte qu'il faut mettre en place une main-d'œuvre diversifiée, représentative et à multiples facettes, possédant la bonne combinaison de compétences policières de base, de connaissances techniques spécialisées et de caractéristiques personnelles nécessaires à la réussite. Les services de police partout au Canada doivent surmonter des difficultés pour attirer et maintenir en poste les talents afin de répondre aux priorités actuelles et émergentes.

Afin d'atténuer ces difficultés, la GRC prend des mesures pour améliorer sa capacité d'attirer et de maintenir en poste des personnes ayant les compétences, les attributs, les caractéristiques et les capacités nécessaires pour répondre à l'éventail des besoins opérationnels actuels et futurs.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site Web de la GRC :

- [Détails sur les programmes de paiements de transfert](#)
- [Analyse comparative entre les sexes Plus](#)
- [Réponse aux comités parlementaires et aux audits externes](#)

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au système fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'imposition, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#). Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes de dépenses fédérales connexes, ainsi qu'aux évaluations et aux résultats de l'ACS Plus liés aux dépenses fiscales.

Renseignements ministériels

▼ Profil du ministère
Ministre de tutelle : L'honorable Gary Anandasangaree, C.P, député, ministre de la Sécurité publique Administrateur général : Commissaire Michael Duheme Portefeuille ministériel : Sécurité publique Canada Instruments habilitants : Loi sur la Gendarmerie royale du Canada. Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada Loi visant à accroître la responsabilité de la Gendarmerie royale du Canada Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada Année de constitution ou de création : 1873
▼ Coordonnées du ministère

Adresse postale :

Gendarmerie royale du Canada
Gestion générale et Contrôle
73, promenade Leikin
Ottawa (Ontario) K1A 0R2
Arrêt postal no 19

Adresse courriel :

rpp_dpr-rpp_rmr@rcmp-grc.gc.ca

Site Web :

<https://grc.ca>

Définitions

▼ Liste de termes

analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)(*Gender-based analysis plus [GBA Plus]*)

Outil analytique qui aide à comprendre les répercussions des politiques, des programmes et des initiatives sur différentes personnes. Le fait d'appliquer l'ACS Plus aux politiques, aux programmes et aux initiatives permet de déterminer les différents besoins des personnes touchées, les façons d'être plus réceptif et inclusif ainsi que les méthodes permettant de prévoir et d'atténuer les obstacles potentiels à l'accès ou au bénéfice de l'initiative. L'ACS Plus va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre) pour prendre en compte d'autres facteurs tels que l'âge, le handicap, l'éducation, l'ethnicité, la situation économique, la géographie (y compris la ruralité), la langue, la race, la religion et l'orientation sexuelle.

cadre ministériel des résultats (*departmental results framework*)

Cadre qui établit un lien entre les responsabilités essentielles et les résultats ministériels ainsi que les indicateurs de résultat ministériel d'un ministère.

cible (*target*)

Objectif quantitatif ou qualitatif, mesurable, qu'un ministère, un programme ou une initiative envisage d'atteindre dans un délai déterminé.

crédit (*appropriation*)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (*budgetary expenditures*)

Dépenses de fonctionnement et en capital, paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers ainsi que paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (*statutory expenditures*)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires (*non-budgetary expenditures*)

Dépenses et recettes nettes liées aux prêts, aux placements et aux avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (*planned spending*)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le budget principal des dépenses. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son Plan ministériel et son Rapport sur les résultats ministériels.

dépenses votées (*voted expenditures*)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

entreprise autochtone (*Indigenous business*)

Dans le cas d'un rapport sur les résultats ministériels, il s'agit de toute entité qui répond aux critères de Services aux Autochtones Canada, à savoir être détenue et gérée par des aînés, des conseils de bande et des conseils tribaux, être inscrite dans le [Répertoire des entreprises autochtones](#) ou être inscrite sur une liste d'entreprises bénéficiaires de traités modernes.

équivalent temps plein (*full-time equivalent*)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne dans un budget ministériel. Le calcul d'un équivalent temps plein correspond au nombre des heures de travail d'un employé divisé par le nombre d'heures d'une semaine de travail à temps plein d'un employeur. Par exemple, un employé qui travaille 20 heures pendant une semaine de travail normale de 40 heures représente un équivalent temps plein de 0,5.

indicateur de rendement (*performance indicator*)

Mesure qualitative ou quantitative qui évalue les progrès réalisés en vue d'atteindre un résultat au niveau d'un ministère ou d'un programme, ou les produits ou résultats attendus d'un programme, d'une politique ou d'une initiative.

indicateur de résultat ministériel (*departmental result indicator*)

Mesure quantitative ou qualitative qui évalue les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

initiative horizontale (*horizontal initiative*)

Un programme, un projet ou une autre initiative dans le cadre desquels deux ou plusieurs ministères fédéraux reçoivent des fonds pour travailler conjointement pour atteindre un résultat commun généralement lié à une priorité gouvernementale, et dans le cadre duquel les ministres concernés conviennent de le désigner comme horizontal. Des exigences particulières en matière de rapports doivent être respectées, notamment celle imposée au ministère responsable de rendre compte des résultats ministériels et des dépenses regroupés.

plan (*plan*)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment un ministère entend respecter ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

Plan ministériel (*Departmental Plan*)

Rapport qui décrit les activités prévues et le rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires au cours d'une période de trois ans. Les plans ministériels sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

priorité ministérielle (*departmental priority*)

Plan, projet ou activité sur lequel un ministère met l'accent et dont il rendra compte au cours d'une période de planification particulière. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être réalisé en premier pour obtenir les résultats ministériels attendus.

priorités pangouvernementales (*government priorities*)

Dans le rapport sur les résultats ministériels de 2024-2025, les priorités du gouvernement sont les thèmes généraux qui définissent le programme du gouvernement comme il a été annoncé dans le discours du Trône de 2021.

programme (*program*)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de service.

rapport sur les résultats ministériels (*Departmental Results Report*)

Rapport qui présente les réalisations d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le Plan ministériel correspondant.

rendement (*performance*)

Ce qu'un ministère a fait en utilisant ses ressources pour atteindre ses résultats, dans quelle mesure ces résultats correspondent aux objectifs du ministère et dans quelle mesure les leçons apprises ont été déterminées.

répertoire des programmes (*program Inventory*)

Une liste qui recense tous les programmes du ministère et les ressources qui contribuent à l'exercice des responsabilités essentielles du ministère et à la réalisation de ses résultats.

responsabilité essentielle (*core responsibility*)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les résultats ministériels énumérés pour une responsabilité essentielle correspondent aux résultats que le ministère cherche à obtenir ou sur lesquels il souhaite exercer une influence.

résultat (*result*)

Un résultat ou un produit lié aux activités d'un ministère, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative.

résultat ministériel (*departmental result*)

Résultat de haut niveau lié aux responsabilités essentielles d'un ministère.

Date de modification :

2025-10-27